

Dušan T. BATAKOVIĆ
Faculté de Philosophie, Belgrade

LA FRANCE ET LA SERBIE 1804-1813

Abstract : D'une révolte agraire de la paysannerie serbe contre les tyrans ottoman locaux (dahis) l'insurrection serbe (1804-1813) s'est transformée en une guerre révolutionnaire pour l'indépendance basé sur les demandes pour la souveraineté nationale: la révolution serbe. dansc toutes ses phases était une petite révolution française dans les Balkans. Le chef d'insurrection serbe Karageorge demandait en 1810 au nom du peuple serbe la protection politique de la „Grande nation“, et le représentant serbe a resté à Paris jusqu'à la fin de la révolution serbe. Même que les influences françaises était visible dans les objectifs politique serbes et malgré le rayonnement parmi les autres peuples balkaniques, la coopération politique et militaire entre Karageorge et Napoléon n'était pas possible dans la mesure voulue par les insurgés serbes: dans les relations internationales marqués par les guerres napoléoniennes, la Serbie restait liée à la sphère des influences de l'empire russe.

La France, Etat d'origine révolutionnaire - la Serbie. Etat issu d'une révolution nationale

Ce n'est pas par hasard que Leopold Ranke a qualifié l'insurrection serbe dans le *pachalik* de Belgrade, en février 1804, de révolution serbe. D'une révolte agraire de la paysannerie contre les tyrans locaux l'insurrection s'est vite transformée en un mouvement pour l'indépendance du pays sur la base de la souveraineté nationale. L'insurrection serbe a connu deux phases : la première (1804-1807) a été marquée, avec la dissimulation du désir d'indépendance, par l'exigence de la restauration du statut d'autonomie garanti par une série de firmans de la Porte, rendus dans la décennie précédente. La seconde phase (1807-1813) a été caractérisée par des succès mil-

itaires, par l'annonce d'un soutien extérieur, prélude à l'internationalisation de la question serbe, et par la radicalisation de la lutte contre l'armée régulière ottomane. L'augmentation de la confiance en soi et la promesse de l'appui russe ont décidé les insurgés à proclamer haut et fort le but final de la révolte: l'indépendance totale de leur Etat.

En même temps, malgré l'absence de bourgeoisie et d'institutions démocratiques, en dépit de l'appui forcé aux traditions administratives héritées de l'Empire ottoman, et des influences étrangères (des Habsbourg et de la Russie), la marche de la révolution serbe, avec les paysans à sa tête, menait à un bouleversement complet, aussi bien au plan des institutions que dans le domaine de la position sociale de la paysannerie et de la détermination de ses relations avec le pouvoir central. La révolution serbe, qui a renouvelé les vieilles traditions nationales et instauré de nouvelles institutions étatiques, a eu pour résultat la restauration provisoire de l'ordre ancien - le régime ottoman - mais l'effet de cette restauration (1813-1830) a été, en fait, de rendre le retour aux anciennes structures du féodalisme ottoman impossible.

Les causes de l'insurrection ont été multiples : d'abord la crise générale de l'Empire ottoman accompagnée du déclin du féodalisme local, d'une anarchie et d'une insécurité juridique croissante; au début du XIX^e siècle, le *pachalik* de Belgrade reflétait, sous une forme un peu plus aiguë, tous les problèmes d'administration qui caractérisaient le règne du sultan Selim III (1789-1807), ouvert aux réformes. Ensuite, le début de stratification sociale des sociétés agraires provoqué par l'influence croissante du commerce avec les pays voisins (une partie importante du commerce avec l'Empire des Habsbourg s'effectuait par la Serbie) et la stabilisation de l'autonomie locale, acquise à la veille de la révolution. Le troisième facteur a été l'expansion de l'idée des Lumières, puis de la Révolution française, la progression du monde „extérieur“ vers l'intérieur des Balkans.

Les Serbes sont l'un de ces peuples dont le programme d'éveil national et de maturation de l'idée moderne d'appartenance à une nation a été établi dans la diaspora - en Hongrie du sud, dans la Voïvodine d'aujourd'hui. Pour les Serbes du *pachalik* de Belgrade, qui connaissaient mal les idées progressistes et l'effervescence révolutionnaire de la France à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, le monde extérieur se résumait aux Serbes de l'Empire des Habsbourg. Ils étaient porteurs des idées des Lumières et du nationalisme moderne qui, avec le développement de l'insurrection, allaient affirmer le concept de souveraineté nationale et, jusqu'à un certain point,

celui de droits civiques. En tant que strate instruite de la société serbe, les Serbes de la monarchie des Habsbourg étaient les seuls capables de reformuler les exigences des assemblées paysannes de Serbie en revendications exprimant les principes politiques généraux de l'Europe moderne. La situation des Serbes en Hongrie rappelait, dans une certaine mesure, le paysage politique et social de la France à la veille de la Révolution. Grâce aux privilèges impériaux de 1690 (complétés à plusieurs reprises), les Serbes de l'Empire des Habsbourg disposaient d'une organisation ecclésiastique propre (l'archevêché de Sremski Karlovci) qui couvrait à la fois les Confins militaires et la partie civile de l'Empire, rassemblant, outre les Serbes, les Roumains orthodoxes. Les Serbes, de la région du Danube (Hongrie du sud, future Voïvodine de Yougoslavie, et certaines parties de la Hongrie et de la Roumanie d'aujourd'hui) n'étaient pas, comme ceux de Serbie, uniquement des paysans libres ou indépendants. On comptait aussi parmi eux des chefs militaires, des commerçants et des avocats de renom, et, chez les dignitaires ecclésiastiques, un nombre important de moines et d'évêques instruits. Plus au nord, à Pest, on trouvait parmi les Serbes de riches négociants, des docteurs es sciences, des juges, des professeurs d'université et des médecins. Ils se divisaient en ordres (bourgeois, militaires, prêtres) qui se réunissaient périodiquement sous l'égide de l'Eglise pour désigner de nouveaux dignitaires ecclésiastiques et débattre des problèmes liés à la protection de leurs droits communautaires, garantis par les privilèges impériaux.

Les Serbes d'Autriche étaient étroitement liés à leurs compatriotes de l'Empire ottoman: les guerres austro-turques du XVIII^e siècle - au cours desquelles les Serbes de Turquie (du *pachalik* de Belgrade) avaient été les alliés de Vienne - avaient favorisé le renforcement des liens interserbes, tant économiques que politiques, avec le soutien de l'armée habsbourgeoise et de l'administration viennoise. Trois occupations autrichiennes de la Serbie (1688-1690, 1716-1739, 1789-1791) durant lesquelles les Serbes ont été organisés en formations militaires spéciales - depuis les milices jusqu'aux Freikorps, qui combattaient mêlés ou en collaboration avec les troupes autrichiennes - ont exercé une influence de poids sur la formation du mouvement national en Serbie. Au cours de la dernière guerre austro-turque (1788-1791), les insurgés serbes, après avoir libéré pour peu de temps la ville de Kruševac, la capitale médiévale du Prince Lazare (1371-1389), ont solennellement proclamé la restauration de l'Empire serbe. Quand, après la paix de Sistowa (1791), il a été décidé que la Serbie serait replacée sous la sou-

veraineté de Constantinople, les chefs serbes se sont sentis prêts à mener un nouveau combat pour la libération, mais l'absence de soutien de la part de Vienne les en a empêchés.¹

Les idées des Lumières et de la Révolution ont eu un grand écho parmi les Serbes d'Autriche. A l'Assemblée de Timisoara de 1790, qui a réuni 75 représentants des trois ordres, des revendications ont été exprimées pour l'obtention de droits confessionnels, nationaux et politiques, on a cité Montesquieu, on a exigé l'abolition du féodalisme (dont les propriétaires terriens hongrois étaient l'incarnation) et l'instauration des libertés civiles. La proposition faite avant la tenue de la réunion, „qu'à l'Assemblée serbe il n'y ait pas de nobles“, a été interprétée comme l'expression d'un nouveau climat politique, causé par „la voix des Français criant: liberté, égalité“. Afin de combattre les idées révolutionnaires, on a alors adjoint à l'Assemblée une députation de 25 nobles-propriétaires terriens. Dans le rapport du commissaire impérial, les porteurs de telles idées étaient traités de „nationalistes“, à cause de leur pétition à l'empereur, dans laquelle, en se référant au „philosophe français Montesquieu“ ils réclamaient une autonomie territoriale. Inquiet de la propagation de l'influence française - des idées qui avaient servi à formuler les revendications nationales - le Serbe le plus riche de cette époque, le comte Sava Popović Tekelija (1761-1842) a du, selon ses propres dires, par un vif discours défendre les droits de la noblesse et combattre l'humeur révolutionnaire des participants à l'Assemblée.²

Le bouillonnement des idées provoqué par la Révolution française se manifestait aussi en d'autres endroits: une brochure anonyme en langue française est apparue en 1790, oeuvre d'un Serbe viennois. Invoquant l'exemple français, il incitait les Serbes à revendiquer leurs droits nationaux et civiques et à s'opposer à la politique discriminatoire du souverain de Vienne et des féodaux hongrois de Pest. Parmi les évêques serbes on comptait quelques disciples de Voltaire (le plus connu était l'évêque de Timi-

¹ Les habitants de la Serbie, impatients de vivre sous la domination autrichienne, ont fait demander au général Wallis s'ils pourraient se flatter d'être soutenus dans leur dessein d'attaquer les Turcs, de se rendre maîtres de Belgrade et de conquérir leur indépendance. L'empereur, sur la foi de ses engagements, leur a fait conseiller la résignation („Le Moniteur“, 1791, N° 320).

² L'Assemblée réclamait l'instauration d'une autonomie territoriale spéciale dans le Banat et la création d'un chancellerie imperial (Slavko Gavrilović et Nikola Petrović, *Temišvarski sabor (L'Assemblée de Temisvar)*, Novi Sad - Sremski Karlovci, Matica srpska 1972).

soara, Petar Petrović)³, et chez les bourgeois un certain nombre de véritables jacobins (le cercle autour de Jakov Sečanjac, r Kikinda) qui ont été arrêtés et condamnés pour avoir participé à un complot „jacobin“ local. Dans l'entourage du patriote grec Righais Feraios, principal propagateur des idées françaises chez les nationalistes grecs, se trouvaient quelques jeunes Serbes. L'un d'entre eux avait cherché, par l'intermédiaire du ministre de France à Berne, conseil et aide auprès de l'abbé Sieyès. Avec Righais Feraios, que les Turcs ont capturé et exécuté dans la citadelle de Belgrade, les Serbes les plus en vue à époque, Aleksa Nenadović et Ilija Birčanin, entretenaient des relations secrètes par l'intermédiaire de moines du Mont Athos.⁴ L'influence de la Révolution française venait ainsi du nord, de Hongrie, et du sud, par les patriotes grecs.

Le premier journal serbe important („Slaveno-serbskija vjedomosti“, imprimé à Vienne) a suivi avec une grande attention et une sympathie non dissimulée, de 1792 à 1794, les événements de France, soutenant la coalition européenne pour laquelle, dans les rangs de l'armée habsbourgeoise, de nombreux frontaliers serbes ont combattu. (Les condamnations périodiques de la révolution française, que le journal était contraint de publier, étaient davantage l'expression de la volonté de satisfaire une censure sévère que de la position de ses rédacteurs.)

Chez les Serbes de Hongrie, la conception d'une solution à la question serbe reposait sur deux possibilités : l'établissement d'un lien solide avec la Russie slave et orthodoxe, option vers laquelle inclinait la hiérarchie ecclésiastique, et l'acceptation de la médiation autrichienne et, éventuellement, de la protection de l'Autriche, conformément aux expériences des précédentes guerres austro-turques. Cette double orientation s'est révélée politiquement nécessaire et opportune même après l'éclatement de l'insurrection en Serbie. La troisième variante pour résoudre la question serbe, consistant à se rapprocher de la France, a été formulée en premier lieu par Sava Tekelija qui, dans un mémoire rédigé en juin 1804 et envoyé à Napoléon en 1805, proposait la création d'un grand Etat yougoslave sous tutelle française.

³ Mita Kostić, „Nekoliko idejnih odraza francuske revolucije u našem društvu krajem XVIII i početkom XIX veka“ („Quelques reflets des idées de la révolution française dans notre société, fin XVIIIe - début XIXe siècle“), *Zbornik Matice srpske*, série sciences sociales vol. 3, Novi Sad 1952, pp. 1-16.

⁴ Marko Pavlović, „Odjeci velike Francuske revolucije u obnovljenoj Srbiji“ („Echos de la grande Révolution française dans la Serbie restaurée“), *Annales de la Faculté de Droit de Belgrade*, vol. 6, Belgrade, 1989, pp.724-725.

Après une longue analyse de la situation géopolitique en Europe, Tekelija attirait l'attention de l'empereur sur les Serbes en tant que peuple qui, sous la protection française, formerait un Etat „sur les principes de la liberté humaine réglée par les lois du citoyen“, et qui, de cette façon, constituerait un obstacle à la domination et à la tyrannie russe : „Une telle nation élève la tête et jette le joug pour ne le reprendre jamais [...] cette nation est Serbe, ou Serbienne, si on considère seulement ceux qui demeurent en Serbie. [...] Il y a deux puissances, lesquelles s'intéressent pour cette nation. C'est la Russie par son système, et l'Autriche par son titre de Roi de Hongrie, Servie, Croatie. [...] L'Europe doit profiter de l'occasion et de l'insurrection actuelle pour couper à la fois toute l'espérance de ces deux puissances par rapport à ces provinces, car cette nation est seule, laquelle possédait tous les avantages par lesquelles la Russie est en état de pousser ses projets. Elle a la même religion, la même langue, les mêmes lettres, les mêmes livres ecclésiastiques, laquelle la Russie a eu toujours sous sa protection, et sans doute elle protégera cette insurrection pour gagner les coeurs des Serbiens, ce pour l'intérêt de l'Europe qui exige de protéger cette insurrection pour mettre cette nation sur des pieds fermes et, à l'avenir par la protection des autres puissances Européennes, l'opposer contre l'agrandissement de la Russie de ce côté là.“⁵

Tekelija faisait observer que „cette nation hors de la Serbie, elle occupe une grande partie en Bulgarie, Bosnie, Dalmatie, Croatie, Slavonie, Hongrie, Raguse, Monténégro, Albanie, Macédoine, et par la langue Carinthie, Carniole, et Styrie. Il est vrai, que dans quelques provinces il y a beaucoup de catholiques romains, de la même nation, mais par la civilisation ils ne sont pas extrêmement bigots, et l'amour national les unira bientôt sous un régime moins bigot. Si on faisait l'union de toutes ces provinces, elle aurait pour limites la mer Adriatique et loin vers le nord davantage que le Danube, et elle pourrait jouer un rôle plus que de second rang.“⁶

En parlant des différentes religions qui faisaient obstacle à l'unification des territoires qu'il considérait comme ethniquement apparentés, Tekelija affirmait que „si la révolution française a pu unir les

⁵ Sava Tekelija, *Opisanije života (L'écriture de la vie)*, Belgrade, Prosveta, 1966, pp. 386 (en français dans l'original). Sur Tekelija Cf. Dušan J. Popović, „Sava Tekelija prema Prvom srpskom ustanku“ („Sava Tekelija envers la première insurrection serbe“), *Zbornik Matice srpske*, vol. 7, Novi Sad 1954, pp. 118-125.

⁶ Sava Tekelija, *Opisanije života (L'écriture de la vie)*, p. 387.

catholiques, calvinistes, luthériens, jansénistes, par enthousiasme de la liberté et de l'égalité, ne serait-il pas possible que le nationalisme ne suscite pas la réunion entre Serbes et n'affaiblisse le fantasme de la religion. Pour la première organisation du territoire il suffirait peut-être de donner à l'Etat de Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine, Raguse, le Monténégro, et s'il était possible sans guerre avec l'Autriche les Bouches de Cattaro. En Bulgarie, le pacha de Vidin tient la supériorité mais après sa mort, ou bien plus tôt, on se pourrait faire maître de cette province. Les forces et les ressources à l'extérieur sont seulement en France, mais où est un Washington, où est un Bonaparte, Sieyès, et les autres, qui ont mené la révolution française, et dirigé la République dans le plus grand danger. [...] Comme sans vous, Premier Consul, ce projet n'aura pas d'existence, comme sans vous, toute insurrection présente de Serbes n'aura aucune consistance pour cela, toutes épreuves seront en vain, mais d'abord que vous commencerez de la protéger...⁷

Les incitations idéologiques à la révolution naissante en Serbie provenaient de l'Empire des Habsbourg, des Serbes de Hongrie, mais les conditions sociales nécessaires à son éclatement sont nées dans les régions frontalières troublées de l'histoire ottomane, dans le *pachalik* de Belgrade - sur un territoire où se côtoyaient et s'entremêlaient le monde oriental et le monde européen. La révolution serbe, comme toutes les révolutions nationales et sociales qui se sont déroulées par la suite dans les Balkans, présentait deux aspects dominants : 1) la lutte pour l'indépendance nationale qui impliquait une organisation politique de l'Etat national, un développement économique et culturel autonome après l'exemple des pays européens développés; 2) la lutte pour une transformation sociale née du désir d'une population agricole soumise de devenir, par la destruction du féodalisme ottoman, propriétaire de la terre qu'elle travaillait.

La situation dans le *pachalik* de Belgrade, à la veille de l'insurrection, rappelait, dans des conditions locales spécifiques, le mécontentement paysan en France à la veille de la révolution que Georges Lefèvre a appelé „la Grande Peur“. La révolte des paysans du *pachalik* de Belgrade obéissait en effet à une motivation similaire : la résistance de la paysannerie aux impôts trop lourds prélevés par les grands propriétaires, qui, en Serbie, étaient non pas des nobles locaux, mais les *dahis* - des janissaires qui usurpaient les

⁷ *Ibid*, p. 394.

droits des *sipahis* turcs. Tandis que les 3/4 de la population française étaient des paysans, en Serbie leur proportion était à peine inférieure à 100%. A la place de l'aristocratie on trouvait un groupe peu nombreux de *knez* locaux (chef de village) qui, dans leurs *knežina* (communes), percevaient l'impôt pour l'Etat. Le rôle joué en France, à la veille de la Révolution, par les notables locaux - des gens qui entretenaient des liens solides avec les communautés locales, et qui exerçaient une influence politique grâce à leurs succès dans les affaires - était tenu, dans le contexte serbe beaucoup plus simple, par les *knez* locaux à la tête de petites unités administratives, car, parmi eux, de riches marchands de bestiaux se sont progressivement détachés.

Le *pachalik* de Belgrade (l'ancien *sandjak* de Smederevo) comprenait la Serbie septentrionale et centrale de l'époque - sa partie la plus densément peuplée et la plus riche - un territoire compris, entre les rivières Drina à l'ouest, Save au nord, le Danube à l'est et la Morava au sud. Une série de firmans pris par la Sublime Porte entre 1793 et 1796 avait instauré un régime de semi-autonomie dans lequel les chrétiens jouissaient de certains privilèges dans l'administration locale. Les janissaires, qui se révoltaient périodiquement contre l'autorité et imposaient aux serfs, injustement et par la violence, le paiement de nouveaux et lourds tributs, s'étaient vu interdire le retour dans le *pachalik* de Belgrade. Avec le temps, ces gardiens sûrs des forteresses frontalières se sont transformés en rebelles constamment insoumis au pouvoir central. Mal payés et insuffisamment contrôlés, ils s'imposaient aux serfs comme de nouveaux seigneurs féodaux, transformant leurs domaines en *çitluks* (glèbes) et se nommant eux-mêmes maîtres de ces terres (*çitluk-sahibis*). Les paysans libres ont été contraints de leur vendre leurs propriétés et, outre le versement régulier d'un tribut aux *sipahis* (équivalant au dixième du revenu), ils ont dû accepter le statut de paysans corvéables et le paiement de nouvelles contributions féodales (le neuvième) aux *çitluk-sahibis*. Après le traité de Sistowa (1891), le sultan a ordonné „qu'à l'avenir les villages des raïas ne soient pas transformés en *çitluks*“.⁸

La situation périphérique du *pachalik*, qui constituait une région frontalière entre la Turquie et l'Empire des Habsbourg, a revêtu une importance particulière en raison des relations économiques développées avec l'Autriche voisine. La période allant de 1791 à 1801 a marqué un renforcement de

⁸ Hazim Šabanović, *Turski izvori za istoriju Beograda (Les sources turques sur l'histoire de Belgrade)*, Belgrade, Archives de Belgrade 1968, p.179.

l'élevage de bestiaux et un accroissement des exportations de bétail vers l'Autriche. L'accord commercial austro-turc de 1784 a été le premier stimulant au renouveau du commerce. La guerre de 1796 contre la France napoléonienne, puis celles de la deuxième Coalition (1799-1802), ont contraint l'Autriche à acquérir au prix fort de grandes quantités de bestiaux pour les besoins de son armée. La valeur des exportations de la Serbie à la fin du XVIII^e siècle atteignait trois millions de francs par an, et comprenait le bétail, la laine, le cuir, les fruits et le bois. De nombreux marchands de Raguse (Dubrovnik) et de Venise venaient en Serbie, surtout en 1796, pour acheter du bétail et de la viande fumée qu'ils exportaient ensuite vers la France via Venise. De la masse uniforme des paysans ont alors commencé à se détacher une classe de marchands et un groupe restreint d'artisans. Leur métier les conduisait à voyager souvent dans les pays voisins, acquérant de nouvelles connaissances aussi bien à propos des idées révolutionnaires sur le droit des peuples à la souveraineté et l'abolition du féodalisme, qui agitaient l'Europe, que dans le domaine des fondements de la propriété privée et des libertés publiques. Les liens étroits établis avec les Serbes des pays voisins ont également contribué à l'élargissement progressif des idées et à la croissance des aspirations de la classe des marchands de Serbie. Parmi eux, un groupe de paysans riches, de chefs de village et de membres du bas clergé s'est rapidement distingué et s'est engagé dans les premiers combats pour la libération nationale.

La cause directe de l'insurrection a été le massacre des *knez* - l'exécution simultanée des chefs populaires les plus en vue (chefs de villages et commerçants) qu'on soupçonnait de fomenter une révolte contre les *dahis* (les chefs locaux, issus des rangs des janissaires, qui s'étaient rebellés contre la Porte). Une lettre écrite par un notable serbe, adressée à un officier des gardes frontaliers autrichiens en 1803 et réclamant l'acheminement en Serbie d'armes et de munitions pour permettre à la population de se défendre contre la violence, est tombée dans les mains des autorités turques. Bien déterminés à empêcher l'insurrection, les *dahis* ont pris la décision de parvenir à leurs fins en massacrant les chefs populaires les plus connus, principalement les chefs de village, les notables locaux qui assuraient l'autonomie locale du *pachalik*.

Les janissaires ont commencé l'extermination planifiée des notables serbes en janvier 1804. En deux mois ils en ont massacré entre 70 et 150. La „Grande Peur“, dans sa variante serbe, s'est propagée par d'alarmantes nouvelles de pogroms répandues par l'armée des *dahis*, qui profitait de

l'occasion pour piller, persécuter et tuer d'autres personnes. L'un des importants notable visés, Karageorges, était sur ses gardes et, après un accrochage avec les forces de police, a réussi à s'enfuir dans la forêt. Au beau milieu de l'hiver, de nombreux Serbes se sont ainsi réfugiés dans les bois, et les chefs se sont cachés pour devenir des *haïdouks* dans les montagnes inaccessibles de la Serbie centrale. Bien que peu de riches marchands aient été prêts à lancer une insurrection en plein hiver, la décision de commencer la révolte a été prise sans trop de résistances.

A la grande assemblée réunissant trois cents notables (chefs de villages, commerçants et *haïdouks*) qui s'est réunie à Orašac, en février 1804, il a été décidé de lancer l'insurrection. On a choisi comme chef un marchand de bestiaux et membre expérimenté des *Freikorps* lors de la dernière guerre austro-turque, Djordje Petrović, de Topola, surnommé Karageorges.⁹ Les premiers rapports envoyés à la Porte confirmaient qu'il s'agissait seulement d'une tentative des raïas de mettre la situation dans le pays en conformité avec les décisions de réformes portant sur le statut des chrétiens dans le *pachalik* de Belgrade. On demandait avant tout au pacha le rappel des *dahis* et l'amnistie pour tous les insurgés. Après leurs premiers succès contre les *dahis*, les rebelles se sont adressés au tsar de Russie pour lui demander son aide, tandis qu'ils attendaient de l'Autriche voisine non seulement sa médiation dans les négociations avec les autorités turques, mais aussi une protection directe.¹⁰

⁹ Voir sur Karageorges: Milenko Vukićević, *Karadjordje*, vol. I-II, Belgrade, Académie royale serbe, 1907-1912; Konstantin Nenadović, *Život i dela velikog Djordja Petrovića Karadjordja, vrhovnog vožda oslobodioca i vladara Srbije i život njegovih vojvoda i junaka (La vie et l'œuvre du grand Georges Petrović Karageorges, chef suprême, libérateur et souverains de la Serbie et la vie de ses voïvodes et ses guerriers)*, vol. I-II, Vienne 1883; Milan Dj. Milićević, *Karadjordje u govoru i tvorbu*, Belgrade 1904; *Karadjordje, Život i delo (Karageorge, Vie et l'œuvre)*, Belgrade 1923 (contributions de Vladimir Ćorović, Stanoje Stanojević et Ferdo Šišić); Vladimir Ćorović, *Karadjordje i prvi srpski ustanak (Karageorges et la première insurrection serbe)*, Belgrade, éd. Zadužbina Ilije Kolarca 1937; Dragoslav Stranjaković, *Karadjordje (Karageorges)*, Belgrade, Istok 1938; Slobodan Jovanović, *Karadjordje i njegove vojvode (Karageorges et ses voïvodes)*, GLAS SKA, Belgrade, Académie royale serbe 1939; Velibor B. Savić, *Karadjordje. Dokumenta (Karageorges. Documents)*, vol. I-II, Valjevo 1989; Radoš Ljušić, *Karadjordje (Karageorges)*, vol. I-II, Belgrade, Interpress 1993, 1995.

¹⁰ La population de la Serbie vivait, d'après Vuk Karadžić, dans 2047 villages, et, selon le recensement de 1834, dans la principauté de Serbie, dans les frontières de Karageorges, il y avait 2170 agglomérations dont 2135 villages (Vuk Karadžić, *Danica za 1827*, Vienne 1827, pp. 101-102.)

Face à environ 200 000 Serbes regroupés dans près de 1800 villages dans le *pachalik* on trouvait quelques 40 000 „Turcs impériaux“ (des marchands, de grands propriétaires terriens et des artisans, en majorité des Serbes islamisés et des Albanais) qui vivaient principalement dans les villes. De 180 000 à 200 000 habitants au début de l'insurrection, la population en Serbie était passée à environ 500 000 personnes en 1811. L'analyse de l'origine de la population dans le *pachalik* de Belgrade montre que seulement 4,9% étaient de souche autochtone, 5,7% étant d'origine non déterminée et 89,2% allogènes. Dès le printemps 1804, Karageorges avait sous ses ordres près de 30 000 insurgés.

La mission de Petar Ičko, qui, avant les batailles du Mišar et de Deligrad (en 1806), avait reçu de Karageorges mandat de négociier „au nom de tout le peuple serbe“, avait pour but de conclure, moyennant une médiation russe, un accord avec Constantinople sur la future autonomie de la Serbie. Ičko n'a été invité par la Porte qu'après les défaites turques du Mišar et de Deligrad, quand le sultan s'est montré disposé à faire droit aux revendications des raïas: les Serbes paieraient un impôt annuel unique; à la place du vizir, un muhasil (fonctionnaire financier) gouvernerait le pays, et c'est à lui que les chefs de villages serbes remettraient l'impôt collecté pour la Porte; les janissaires seraient chassés de Serbie, ainsi que les autres „mauvais Turcs“, et les Serbes contrôleraient les frontières des territoires libérés. Un envoyé spécial de la Porte s'est alors rendu en Serbie pour y présenter des propositions de privilèges que l'assemblée des chefs réunie à Smederevo a attentivement écoutées et approuvées. Pour que les Serbes se détachent de la Russie et que de nouvelles complications soient évitées en Valachie et en Moldavie, la Porte a publié un firman spécial, prévoyant des privilèges pour les Serbes, mais pas avant janvier 1807, quand, en raison de la guerre russo-turque, les Serbes avaient déjà renoncé à tout accord.¹¹

L'éclatement de la guerre russo-turque, à la fin décembre 1806, a encouragé les insurgés serbes à formuler clairement le but ultime de l'insurrection - la renaissance d'un Etat serbe indépendant. Les dirigeants serbes ont pris ainsi un risque immense : celui de faire dépendre le statut de la Serbie du rapport de forces entre les grandes puissances. La diplomatie

¹¹ La Serbie aurait obtenu un Prince héréditaire et des chefs locaux élus; ceux-ci auraient collecté le tribut annuel; les *sipahis* auraient été dédommagés; le culte et l'ouverture des écoles seraient devenus libres; le déplacement des Turcs aurait été strictement limité, et ils n'auraient eu le droit d'habiter que dans les forteresses; les pachas auraient été révocables à la demande des Serbes.

russe soutenait les revendications serbes, en vue de former une base plus large pour un rassemblement yougoslave contre les Turcs. Constantin Ypsilanti, hospodar de Valachie, attirait l'attention des officiels russes sur l'importance de l'insurrection serbe pour toute la péninsule balkanique. A la fin de l'année 1806, le tsar de Russie, Alexandre I^{er}, a offert 4000 ducats aux rebelles. Le commandant de l'armée russe du Danube, Mihaelson, a reçu en 1807 la somme de 13 000 roubles pour établir des liens avec Karageorges. Celui-ci, encouragé par le soutien russe, et particulièrement par la proclamation du général Mihaelson, a renoncé à la paix d'Ičko et rompu toute relation avec la Porte. Le Président du Conseil, Sima Marković, a annoncé à l'émissaire de la Porte, dès mars 1807, que „la Serbie se considère comme totalement indépendante, et non seulement elle ne versera plus de tribut, mais plus jamais elle ne prendra les armes contre ses coreligionnaires.¹²

Bien que, dans sa première phase, on ait pris soin de bien cacher l'objectif national et politique de l'insurrection, l'analyse des documents envoyés aux puissances étrangères montre clairement le caractère national de l'insurrection et l'aspiration à l'indépendance. Les lettres et les documents adressés aux commandants locaux, les proclamations au peuple et la correspondance avec les grandes puissances, Karageorges les signait en tant que „commandant des Serbes“ (cf. la lettre envoyée à l'empereur François I^{er} d'Autriche en 1805). Dans le mandat remis aux délégués serbes en 1805, le caractère national de l'insurrections est clairement énoncé : „Nous, peuple serbe vivant en Serbie, de tous grades et ordres, ecclésiastiques comme laïques, chefs locaux aussi bien qu'higoumènes, archiprêtres et diacres, et commandants militaires“. Les pouvoirs donnés aux émissaires envoyés à l'Empereur d'Autriche et au tsar de Russie (11/23 janvier 1806) précisent que ceux-ci peuvent agir auprès des „sauveurs de notre nation“, „au nom et pour le compte de tous les Serbes“ et le document était signé „au nom de toute la nation, Georges le Noir [Karageorges] Petrović, commandant en chef en Serbie“.

L'Empire de Napoléon et Karageorges: la révolution serbe, petite révolution française dans les Balkan

L'influence de la Révolution française sur la Serbie s'est révélée seulement quand les Serbes cultivés d'Autriche ont rejoint le mouvement. Il n'y

¹² Gedeon Ernest Maretić, *Istorija srpske revolucije (Histoire de la révolution serbe)*, Filip Višnjić, Belgrade, 1987, p.143.

avait pas d'influence directe des idées, mis à part le lointain écho des tentatives françaises, à la fin du XVIII^e siècle, de favoriser le bouillonnement révolutionnaire dans les provinces turques, pour entraîner le plus possible l'Autriche dans l'engrenage oriental et l'empêcher d'intervenir militairement aux côtés de la Prusse. Les consuls de France à Raguse (Dubrovnik) encourageaient les musulmans bosniaques à ne pas accepter les légères rectifications de frontières en faveur de l'Autriche prévues par le traité de Sistowa, et à s'opposer aux réformes du sultan Selim III. Dans le même but, une alliance a été conclue avec le pacha de Scutari, pour atteindre le Danube par l'Albanie et la Serbie. Après la défaite des troupes des Habsbourg en Italie (1796-1797), et surtout à la suite de l'abolition de l'Etat vénitien (en 1797), le prestige de la France, qui entretenait depuis des siècles des liens commerciaux et politiques avec la République de Venise, s'est encore accru. L'émissaire de Napoléon Bonaparte a établi des relations avec l'Albanie, et, par l'occupation des îles Ioniennes (les Sept Iles) et d'une partie de l'Albanie du sud, la présence française dans les Balkans est devenue un facteur politique d'une importance particulière. Le Prince-évêque du Monténégro, Pierre I^{er} Petrović-Njegoš, a également établi, par l'intermédiaire de son secrétaire francophile (l'abbé Dolci), des liens avec les officiels français.

L'insurrection serbe a été suivie avec attention par la presse de l'Empire française. Huit journaux français, y compris le très officiel „Moniteur universel“, ont rapporté au cours de la décennie environ 2500 informations à propos de la lutte insurrectionnelle menée en Serbie, reprises de 28 journaux d'Autriche et des pays germaniques.¹³ Dès le début de l'insurrection, la presse a relevé que l'objectif des Serbes insurgés était la création d'un Etat indépendant, et remarqué avec justesse que cette idée était originaire de l'étranger, sans toutefois l'attribuer à ses véritables auteurs, les Serbes de l'Empire des Habsbourg. „Il semble que idée de former un Etat indépendant ne peut pas naître chez eux; et que, si jamais ils l'ont, c'est parce qu'elle leur viendra d'ailleurs. Le moment est cependant on ne peut plus favorable“.¹⁴ Le compte-rendu fait de Raguse dans le „Bulletin“ de février 1805 témoigne de la détermination des Serbes de Bosnie à re-

¹³ Cf. Dragoslav Janković (ed.), *Francuska štampa o Prvom srpskom ustanku (La première insurrection serbe dans la presse française)*, Belgrade, Académie serbe des sciences, Documents, tome XIII, Institut des sciences historiques 1959, doc. No 10.

¹⁴ „Gazette de France“, N^o 2361, 22 prairial an XII (11 juin 1804); Dragoslav Janković, *op. cit.*, p. 40.

joindre Karageorges : „Tous les Grecs [Serbes orthodoxes] de cette province, qui y sont en grand nombre, en montrent le grand désir et paraissent s'apprêter à se joindre à lui; il lui serait facile de s'unir aux Monténégrins avec lesquels il est en intelligence."¹⁵ L'envoyé spécial de Napoléon a informé son empereur, le 28 mai 1805, que parmi les chrétiens de la région la renommée de Karageorges était en train de croître, et que dans les chansons populaires il était décrit comme le héros qui allait bientôt les libérer. Les nouvelles publiées par le „Moniteur universel“ témoignaient de la puissance croissante des insurgés et de leurs liens de plus en plus solides avec la Russie.

L'insurrection serbe se déroulait dans le cadre des relations triangulaires entre l'Autriche, la Russie et la France. Leur attitude envers la rébellion dépendait de leurs rapports mutuels et de leur position à l'égard de la Sublime Porte. Pour la France de Napoléon, l'insurrection serbe n'était pas une révolution issue de l'aspiration à l'indépendance nationale, mais une révolte qui affaiblissait les positions de l'Empire ottoman et facilitait les plans russes dans les Balkans, dérangeant les projets de l'empereur français relatifs à de nouvelles conquêtes en Orient. Après que les Français eurent pris la Dalmatie, l'insurrection serbe était en mesure, indirectement, de menacer la stabilisation de l'administration française sur les rivages orientaux de l'Adriatique.¹⁶

L'intérêt porté par Napoléon à l'insurrection serbe ne s'est manifesté que quelques mois avant la bataille d'Austerlitz. Les rapports de ses agents et des diplomates français en poste à Vienne, Zemun (Semlin) et Constantinople montraient que l'insurrection dans le *pachalik* de Belgrade était suivie avec un intérêt particulier. Après sa défaite à Austerlitz, la Russie s'est

¹⁵ Mihailo Gavrilović, *Ispisi iz pariskih arhiva. Gradja za istoriju prvog ustanaka (Ecrits dans les archives parisiennes. Matériaux sur l'histoire de la première insurrection)*, Belgrade, Académie royale serbe, 1904, doc. No12.

¹⁶ Lors de la guerre russo-turque, les Serbes ont eu un bref accrochage avec une compagnie française. A l'occasion de la percée serbe en Bosnie au début du mois de juin 1809, quand les insurgés ont menacé Sarajevo à partir des régions de Višegrad et de Bijeljina, le commandant turc s'est adressé au gouverneur des Provinces Illyriennes, Marmont, pour obtenir une aide militaire. Malgré l'appel de l'Assemblée serbe aux Français, leur demandant de ne pas intervenir dans le conflit serbo-turc, le maréchal Marmont a envoyé de Dubrovnik, par Travnik et Sarajevo, 3500 soldats, 72 officiers ingénieurs et 12 canons en guise d'aide aux forces turques essentiellement composées de musulmans bosniaques. Dans ce combat qui s'est achevé par la déroute des troupes turques, un officier français a péri. Les troupes françaises ne se sont plus immiscées dans le conflit serbo-turc.

efforcée d'obtenir au plus vite un statut d'autonomie pour la Serbie, car elle pressentait que, dans sa guerre imminente contre la Turquie, les Serbes seraient des alliés importants. Dans la note envoyée en février 1806 à la Porte, la nécessité d'accorder des privilèges aux Serbes était justifiée par le danger pour l'Empire ottoman que représentait Napoléon qui, par sa conquête de la Dalmatie, se rapprochait de plus en plus de la Serbie. On soulignait que l'empereur français n'allait pas laisser passer l'occasion de se mêler de la question serbe, et que, sans une réponse de la Porte, les Serbes, menacés d'une défaite, s'adresseraient à lui.¹⁷

D'un autre côté, en raison de l'alliance entre Paris et Constantinople, aucune possibilité de rapprochement politique entre la France et les chefs de la rébellion en Serbie n'existait. La Porte a transmis à Napoléon les exigences de la diplomatie russe auxquelles l'empereur a répondu par l'avertissement suivant : au cas où les objectifs serbes seraient atteints (obtention d'un statut de quasi-autonomie à l'instar de la Moldavie, de la Valachie et de la Morée), d'autres peuples orthodoxes suivraient leur exemple. Cela ne manquerait pas de provoquer la chute de l'Empire ottoman. Napoléon a accusé la Russie de trahir la confiance de la Porte en soutenant l'insurrection serbe, et, surtout, il a déclaré que les Serbes étaient des ennemis de la Porte qui n'avaient aucun lien avec la France. Napoléon soulignait dans sa lettre à la Porte que, dans l'hypothèse où les chefs de la révolte serbe adresseraient à la France, il ne leur fournirait de l'aide qu'à la condition qu'ils déposent les armes et retournent sous la souveraineté de Constantinople.¹⁸ Dans sa conclusion, Napoléon conseillait à la Porte de ne pas permettre à une puissance étrangère, c'est-à-dire la Russie, d'intervenir en faveur des Serbes. Pour ce faire, Constantinople devait employer les moyens les plus énergiques pour mater ces rebelles.¹⁹ Pour Napoléon, la consolidation de l'Empire ottoman impliquait la possibilité de s'en servir comme barrière contre la Russie. Le ministre de France auprès de la Porte, Horace Sébastiani, assurait celle-ci que la France, contrairement à la Russie, serait loyale à Constantinople dans le conflit serbo-turc.²⁰

¹⁷ A propos de la politique russe, cf. *Pervoie serbskoie vostanie 1804-1813 gg. i Rossia (La Russie et la première insurrection serbe 1804-1813)*, vol. I, Moscou, Nauka 1980, pp. 86-87, 91-92.

¹⁸ Edouard Driault, *La politique orientale de Napoléon. Sébastiani et Gardane*, Paris, Plon 1904, pp. 55-60.

¹⁹ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, tome XII, N° 10.346, p. 554.

²⁰ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, tome XII, N° 10.382, pp. 580-581.

Quand, au cours de la guerre turco-serbe, il est devenu clair que la Russie n'aiderait pas la Serbie dans les proportions que les insurgés avaient espérées, les notables serbes se sont préparés à s'adresser à Napoléon. Le premier représentant russe en Serbie, Konstantin Rodofinikin, a fait tout son possible pour empêcher l'établissement de relations avec Napoléon. La période de 1807 à 1809, c'est-à-dire du traité de Tilsit à celui de Vienne (Schönbrunn), pendant laquelle Napoléon entretenait des relations d'amitié avec la Russie, principal protecteur des insurgés serbes, a favorisé le rapprochement entre les Serbes et la France. Ce mouvement diplomatique ne répondait pas uniquement à des nécessités politiques. Après la prise de Vienne par les Français, une rumeur s'est répandue à Belgrade en juin 1809, selon laquelle Napoléon souhaitait rencontrer le chef serbe car „Karageorges et lui sont tous deux de grands héros“. ²¹ Parmi toute une série d'informations semblables et non vérifiées à propos des relations entre Karageorges et Napoléon, on en relèvera une, transmise en 1808 de Saint-Pétersbourg à la Cour de Vienne, qui annonçait que Napoléon s'apprêtait à reconnaître Karageorges en tant que „Roi des Slaves“. Dans cet amoncellement de signes troubles, on notera également l'inscription faite dans une église serbe en 1808, accolant au nom de Karageorges le titre d'*imperator*. ²²

La personnalité de Karageorges a été présentée le plus amplement à l'opinion publique française en 1808 par la „Gazette de France“: „Le chef des Serviens est devenu si célèbre qu'on ne lira pas sans intérêt les détails qui le concernent. [...] Les Serviens, peu accoutumés aux armes, devinrent sous ses ordres de bons soldats, et trouvèrent chez eux de bons capitaines. Czerni-Georges fut appelé par ses succès et son courage, au poste de premier chef des Serviens. Il n'a point reçu une bonne éducation quant à l'instruction, car il ne sait ni lire ni écrire; mais c'est un homme honnête, brave et loyal. [...] Il est résolu de périr plutôt que de laisser rentrer sa nation sous le joug de la Porte; et pour mieux parvenir à son but, il a su, en bon politique, se concilier une amie et une protectrice dans la Russie, dont il a déjà reçu de puissants secours. Il a tellement organisé la Servie que cette province, qui n'a que 900 000 habitants, a sur pied une armée de 80 à 100 000 hommes.“ ²³

²¹ Radoš Ljušić, *Karadjordje (Karageorges)*, vol. II, Belgrade 1995, p.42.

²² *Ibid.*, p. 273.

²³ „Gazette de France“, février 1808, résumé dans le „Courrier de l'Europe“, 11 février 1808.

A la suite du coup d'Etat de mai 1807 à Constantinople, la Turquie a sombré dans le désordre. Les défaites dans sa guerre contre Napoléon ont contraint le tsar de Russie Alexandre I^{er} à conclure le traité de paix de Tilsit, ce qui a beaucoup influé sur les plans russes dans les Balkans. L'armistice avec la Turquie signé à Slobozî (en août 1807) prévoyait que les troupes russes se retirent de Serbie en Valachie. Karageorges a accepté cet armistice à contrecœur et, de l'hiver 1807 à l'été 1808, il n'y a eu aucun combat avec les Turcs en Serbie. Durant cette trêve sur le front, les Othomans, inquiets du soutien de la Russie aux intérêts serbes, ont tenté de parvenir à un accord avec les chefs des insurgés, mais leur offre a été rejetée, conformément aux conseils du représentant de la Russie. Les Serbes posaient comme condition l'obtention de garanties internationales qui devaient être fournies conjointement par le tsar de la Russie orthodoxe et par Napoléon, qui jouerait le rôle de médiateur entre la Russie et la Porte. La tentative des Serbes de négocier avec l'Autriche, d'abord à propos de l'ouverture des frontières pour l'achat de nourriture et l'autorisation d'importer des armes et des munitions, puis pour le passage sous la protection de la Cour de Vienne (Karageorges offrait même le rattachement de la Serbie à l'Autriche, à condition qu'elle ne passe pas sous la tutelle de la Hongrie), a également échoué en raison de l'intervention du représentant russe en Serbie.

Lors de la rencontre entre Alexandre I^{er} et Napoléon à Erfurt, à la suite des conversations préalables où la question du destin de la Serbie avait également été abordée, le tsar de Russie a renoncé à son intention première de la doter du statut d'Etat indépendant, ou bien, dans le cadre d'une plus large recomposition de l'Empire ottoman, de la rattacher à l'Autriche. La convention signée à Erfurt (le 27 septembre 1808) prévoyait que la Serbie demeurerait à l'intérieur de l'Empire ottoman. Au cours de la préparation des réformes constitutionnelles de 1808, dans un effort pour délimiter les compétences des représentants russes et des insurgés serbes, deux députations, envoyées au quartier général russe à Jasi, ont déposé une proposition de restauration de l'Empire serbe qui aurait englobé, outre la Serbie et le Monténégro, l'Herzégovine, la Bosnie, la Vieille Serbie et les territoires autrichiens peuplés de Serbes. Les représentants russes étaient convaincus que les chefs de l'insurrection serbe avaient déjà conclu une

²⁴ Dans sa conversation avec le Prince Prozorovski, le député serbe Jugović a affirmé que le général Mihelson avait promis aux Serbes une indépendance complète dans sa déclaration du 23 janvier 1807: "De plus, il nous a dit qu'il ser-

alliance secrète avec leurs compatriotes vivant au-delà des frontières de l'Etat en rébellion. Ce plan a été rejeté car il sortait du cadre de l'établissement prévu de la frontière russo-turque sur le Danube.²⁴ Toute percée des Serbes vers le sud, en direction de Constantinople, était vue d'un mauvais oeil par la Russie, car elle ne convenait pas à ses plans globaux qui considéraient les Serbes comme une force d'appoint pour réaliser ses objectifs impériaux.

La Russie a profité de la reprise de la guerre contre la Turquie, au bout d'une trêve de deux ans (en 1809), pour appeler de nouveau les Serbes à une lutte commune, en promettant à la Serbie qu'elle retrouverait bientôt son débouché sur le Danube, et que le traité de paix imposerait à la Turquie vaincue d'octroyer à la Serbie une autonomie sous la protection du tsar de Russie. La Russie a tenté de profiter de l'insurrection serbe, ainsi que des révoltes des peuples de l'Herzégovine et du Monténégro, pour établir des communications militaires entre le Danube et la mer Adriatique, par la création d'une ligne de défense qui se serait étendue depuis la mer Noire jusqu'à l'Adriatique. Les troupes russes n'ont cependant pas atteint le Danube, de sorte que l'armée des insurgés a dû s'engager seule dans de violents combats contre les Turcs.²⁵

Au cours de l'année 1809, les opérations ont été menées dans deux directions: d'abord, sous la conduite de Karageorges, vers Novi Pazar, avec comme objectif d'y faire la jonction avec les Monténégrins. Les insurgés ont remporté des succès, tandis que l'expédition qui se dirigeait vers Niš se

rait honteux pour les Serbes d'avoir à payer un tribut aux Turcs. Tout le peuple en est informé et depuis lors il nourrit l'espoir d'une indépendance totale. Le Prince Prozorovski a expliqué que le général Michelson n'était que le commandant en chef, qu'il n'avait pas le droit de faire de telles promesses, et il en a conclu que l'indépendance de la Serbie ne s'accordant aucunement avec sa position géographique: Les Serbes ne peuvent exiger de la Russie qu'elle privilégie les intérêts d'un petit pays aux dépens de ceux du grand Empire russe, ni qu'elle fasse, pour l'amour de la Serbie, la guerre à tous les autres pays." Lors de son entretien avec le général Golenchitchev-Koutouzov, Jugović a averti "qu'un peuple qui dispose de 164 000 combattants recensés contre les Turcs se battra même s'il est abandonné à lui-même [...] et il ne livrera pas les chrétiens qui se sont réfugiés en Serbie; ils se battront en fondant leurs espoirs sur Dieu et sur leurs frères serbes vivant hors de Serbie". - Cité dans: Grgur Jakšić, *Borba za slobodu Srbije 1788-1816 (La lutte pour la liberté de la Serbie 1788-1816)*, Belgrade, Geca Kon 1937, pp. 80-82. Cf. aussi Lawrence P. Meriage, *Russia and the First Serbian Insurrection*, New York & London, Garland 1987, pp. 178-180.

²⁵ Lawrence P. Meriage, *Russia and the First Serbian Insurrection*, pp. 180-186.

terminait par une catastrophe. Après cette grande défaite subie dans le sud, Karageorges a abandonné le front en direction du Monténégro et s'est mis en mouvement pour contenir la percée turque dans l'intérieur de la Serbie. Le représentant russe, Rodofinikin, s'est enfui en Autriche, et la Serbie se trouvait exposée à un désastre militaire.

Le comportement de Karageorges à l'égard de Napoléon était déterminé par la situation géopolitique de la Serbie, mais aussi par son besoin de se trouver une puissance protectrice qui ne subordonnerait pas ouvertement son appui, à l'instar de la Russie, à ses propres desseins, et qui, à la différence de l'Empire des Habsbourg, ne tenterait pas de la soumettre. Au moment où Napoléon brisait l'armée autrichienne à Wagram et forçait l'empereur François à solliciter un armistice, l'offensive serbe contre l'armée régulière turque était brisée. La progression rapide des Turcs vers le Danube a contraint Karageorges, déçu par le défaut de soutien russe, à s'adresser immédiatement à la Cour de Vienne pour obtenir sa protection. L'offre de Vienne de servir de médiateur dans les négociations avec la Porte n'a pas donné de résultats car Metternich n'avait pas confiance dans les propositions serbes : il avait appris que les Serbes avaient en même temps demandé de l'aide à la Russie et à Napoléon. De leur côté, les Turcs insistaient pour exclure toute garantie extérieure à l'accord et pour que les Serbes „abandonnent pour toujours toute idée d'indépendance“.²⁶

Le jour même où ils dépêchaient un émissaire en Autriche, les Serbes, à l'issue d'une consultation entre les chefs des insurgés, envoyaient un délégué à Napoléon. Dans leur adresse à celui-ci, ils demandaient aide et protection à „la Grande Nation“ pour les Slavo-Serbes, insistaient sur les avantages économiques et politiques que retirerait la France au cas où elle accepterait de prendre les Serbes sous sa protection: „La gloire des armes et les exploits de Votre Majesté se sont propagés dans le monde entier [...] prêtez également attention aux Slavo-Serbes, en lesquels vous trouverez l'amitié virile et la fidélité dues à un bienfaiteur; le temps et les événements prouvent qu'ils sont dignes de la protection de la Grande Nation.“²⁷ Dans un document d'accompagnement intitulée „Fermes résolutions et volonté du peuple serbe, présentées avec le consentement et la permission du peu-

²⁶ Grgur Jakšić, *op.cit.*, pp. 96-97.

²⁷ Mihailo Gavrilović, *Écrits dans les archives parisiennes, Matériaux sur l'histoire de la première insurrection serbe*, doc. N° 402, Belgrade 16 (28) août 1809. Avec la signature de Karageorges, „guide suprême du peuple serbe“, et de „l'Assemblée du peuple serbe“.

ple servien et de son chef suprême Karageorges Petrovic“, on soulignait que: „Ce peuple servien n'appartient à personne d'autant plus que depuis sept ans il fait seul la guerre contre ses oppresseurs et que c'est au prix de son sang qu'il a racheté son indépendance et sa liberté: par la même raison il a le droit de se choisir lui-même un protecteur. [...] Si Sa Majesté [...] veut agréer avec clémence les Serviens sous sa puissante protection alors [...] le devoir le plus sacré de ce peuple sera de conserver pour Sa Majesté et pour la Grande Nation une éternelle et inébranlable fidélité [...] toutes les forteresses de la Servie sont prêtes à recevoir des garnisons françaises. [...] Les ennemis de la Grande Nation seront les ennemis des Serviens“. Les insurgés cherchaient à démontrer que, si la France prenait sous sa protection la Serbie, celle-ci deviendrait, de par sa situation géopolitique, un Etat impossible à conquérir. Ils proposaient à Napoléon, en lui rappelant que les Russes ne leur avaient pas envoyé l'aide promise, une coopération militaire, et lui faisaient remarquer qu'ils auraient à leurs côtés les Serbes de Bosnie, d'Herzégovine, de Hongrie, voire de Bulgarie. Grâce à une aide militaire et financière de la France, Karageorges réussirait aisément à soulever la Bosnie et à libérer de la domination turque le territoire situé entre les rivières Save et Una et, par l'Herzégovine, faire la jonction avec les Français en Dalmatie.²⁸

²⁸ „Les Serviens assurent Sa Majeste Impériale et Royale que leurs compatriotes habitant la Bosnie, le Duché de l'Herzégovine et ceux qui vivent dans le Royaume de Hongrie, sans excepter les Bulgares issus, pour ainsi dire, de la même branche, suivront leur exemple au premier geste qu'ils feront. [...] La Servie, la Bosnie, le Duché d'Herzégovine ont les plus heureuses positions. Si, avec de pareils avantages, ces provinces ont le bonheur d'être soutenues et protégées par Sa Majesté, aucune nation au monde ne parviendra à les soumettre. [...] Le peuple servien franchira facilement les rives de la Save et de l'Una et pourra, d'une part, opérer sa jonction avec l'armée (française) de Dalmatie. [...] Le colosse hongrois, soutien de l'Autriche tombera rapidement lorsqu'il s'apercevra que l'armée victorieuse de Sa Majesté unie avec les Serviens, l'attaque en Slavonie, Syrmie, dans le Banat, chose qu'il redoute déjà, ayant dans son sein quelques millions de Serviens qui gémissent sous son joug et qui, au premier signe de leurs compatriotes unis aux troupes redoutables de leurs nouveaux alliés, tourneront leurs armes contre leurs oppresseurs.“ *Ibid.*, doc. N° 403. En français, le document portait la signature suivante: „Belgrade, le 16 août 1809, conclu et arrêté par la nation servienne. Avec le consentement et la permission du peuple servien et de son chef suprême, Karageorge Petrovitz, Nous député et plenipotentaire de la nation Servienne avons signé les articles ci-dessus. Rado Wucsinics (Auguste Boppe, *Documents inédits sur les relations de la Serbie avec Napoléon Ier (1809-1814)*, Belgrade, Ed. Otadžbina 1888, doc. N° III).

Les missions serbes auprès Napoléon

Un envoyé spécial de Karageorges, le capitaine Rade Vučinić, un Serbe de Karlovac (ville de Krajina en Croatie), porteur de cette supplique, a d'abord pris le chemin de Budapest pour y rencontrer le vice-consul Ledoulx qui lui a conseillé de se rendre à Vienne où la paix avec l'Autriche n'avait pas encore été conclue. Quand Vučinić est arrivé dans la capitale autrichienne, la paix venait d'être signée, aussi le ministre français des Affaires étrangères, Champigny, n'a-t-il pas jugé indispensable de présenter l'émissaire serbe à l'empereur, tout en promettant à son interlocuteur serbe que la question serbe serait discutée, mais pas avant le retour à Paris.²⁹ La réponse aux demandes serbes a été envoyée, à la mi-octobre 1809, par le vice-consul à Bucarest, qui s'est engagé à demeurer en relation permanente avec la Serbie. Champigny expliquait que „les grandes occupations de l'empereur qui était prêt à partir après avoir conclu la paix avec l'Autriche, ne m'ont permis de l'entretenir de cette affaire, sur laquelle je ne pourrai prendre ses ordres qu'après son retour à Paris. [...] L'empereur qui est et qui veut rester en paix avec la Porte, n'accordera sûrement pas une protection ouverte à ceux qu'elle regarde comme des rebelles. Mais, Sa Majesté ne peut pas rester entièrement indifférente au sort d'un peuple qui a montré tant de constance et de courage, et ne refusera pas à avoir avec lui quelques relations auxquelles on ne doit donner aucune publicité. Vous devez donc accueillir les ouvertures qui vous sont faites de ce côté, favoriser les communications qu'on voudra établir avec la France, faire espérer l'intérêt de l'Empereur, mais tout cela de manière à ne donner ombrage ni à la Porte ni à la Russie. [...] L'Empereur en paix avec la Porte ne peut témoigner son intérêt aux Serviens que par sa médiation. Si jamais la Porte égarée par les instigations de l'Angleterre faisait la guerre à la France, les Serviens pourraient compter sur des secours très efficaces de la part de l'Empereur. [...] Ne vous compromettez par aucun écrit, mais inspirez une confiance telle que les Serviens n'osent ou ne puissent s'en vanter publiquement. Encouragez leurs relations avec la France même par des secours d'argent lorsque cela sera nécessaire [...]”³⁰

²⁹ Voir les détails dans: Petar I. Popović, *Francusko-srpski odnosi za vreme prvog ustanka. Napoleon i Karadjordje (Les relations franco-serbes pendant la première insurrection. Napoléon et Karageorges)*, Belgrade, Ed. Kolarac 1933, pp. 110-123.

³⁰ M. de Champigny à Ledoulx, Vienne, le 17 octobre 1809, „Instructions données à M. Ledoulx au sujet des propositions serbes” dans: Auguste Boppe, *op. cit.*, doc. N° VI.

Le capitaine Vučinić est rentré à Belgrade en passant par Ljubljana, qui a été pendant un certain temps la capitale des Provinces Illyriennes. Le duc de Champigny avait l'intention de maintenir ses relations avec la Serbie par l'intermédiaire de Ljubljana, tâche dont il avait chargé le baron de Mériage qui avait été muté de Vidin sur le Danube à Ljubljana. On attendait des Serbes, dans un premier temps, qu'ils convainquent les Monténégrins de cesser leurs fréquentes incursions sur le territoire français des Bouches de Cattaro. En décembre 1809, un second délégué serbe, le capitaine Nikola Škuljević, de Mostar, a été envoyé à Ljubljana avec pour mission de transmettre un message de Karageorges affirmant l'absolue loyauté des Serbes à l'égard de Napoléon et leur souhait de mettre en oeuvre toute forme de coopération politique ou militaire.³¹

Une nouvelle sollicitation de Karageorges, transmise par Vučinić, a été adressée à Paris le 22 janvier 1810. Dans la lettre à l'empereur français, le chef serbe proposait de nouveau que la France offre sa protection à la Serbie. „Monarque, c'est à juste titre qu'on vous appelle le Grand, car de nombreux peuples vous doivent leur situation actuelle, dont ils vous sont reconnaissants, surtout ceux de l'Illyrie renaissante ou vivent nos frères.“ Dans la lettre à Champigny, il se plaignait que Napoléon n'ait pas été informé, dès son séjour à Vienne en 1809, du souhait exprimé par le peuple serbe de se placer sous la protection de la France, et annonçait qu'il enverrait Vučinić rencontrer l'empereur en personne, si cela se révélait nécessaire. Dans une note officielle, en guise de commentaire à la lettre destinée à Napoléon, il est écrit que“ [...] les Serviens étaient alors las de l'alliance des Russes et qu'ils étaient prêts à agir selon les instructions de Sa Majesté. Ils offraient de faire la paix sous la garantie que Karageorges fut reconnu chef indépendant et héréditaire de la Servie, ou bien de faire la guerre et demandaient alors des secours en armes, munitions et canonniers“.³²

Pour remettre différentes requêtes, sur ordre de Karageorges ou de sa propre initiative, Vučinić est resté à Paris de mai 1810 jusqu'au début de 1814. Napoléon l'a retenu, aux frais du gouvernement français, pour le cas où une coopération avec les Serbes se serait révélée nécessaire, bien qu'il ait douté de la possibilité de séparer les intérêts serbes de ceux de la Russie

³¹ „L'officier servien, capitaine Nicolas Skuljewitz (Škuljević), qui vient d'arriver ici en courrier a passé sur les frontières turques du quartier général de M. le Maréchal auquel il a remis une dépêche de son chef. Il m'a également apporté de la part de Czerni Georges la lettre dont copie ci-jointe.“ Auguste Boppe; doc. N° XXX, Baron de Mériage au Ministre, Laybach, le 25 avril 1810.

³² M. Gavrilović, *Ispisi (Ecrits)*, doc. N° 46 (en serbe), Karageorges à Napoléon, Belgrade le 10 (22) janvier 1810.

dans les Balkans. Sans doute à la suggestion de ses ministres auxquels Vučinić ne cessait de demander de l'aide, Napoléon, bien qu'en conflit latent avec la Russie, s'efforçait de conserver une marge de manoeuvre pour une éventuelle collaboration avec les Serbes, leur laissant espérer qu'il ne les avait pas totalement oubliés.³³

Karageorges, dans une nouvelle tentative pour ranimer l'intérêt de la France à l'égard de la question serbe, a de nouveau envoyé un second émissaire, Škuljević, à Ljubljana, pour qu'il transmette au maréchal Marmont l'appel du peuple serbe à la protection de la France. Cependant, dès septembre 1810, Napoléon a estimé que la Serbie devait être rattachée à l'Autriche.³⁴ Dépourvu de véritable soutien à Vienne comme à Paris, Karageorges a été contraint de s'adresser une nouvelle fois aux Russes avec lesquels, en dépit des déceptions subies et de leurs tentatives incessantes pour limiter son pouvoir, il n'avait pas rompu ses relations. A Paris, à l'issue des entretiens avec Vučinić, on estimait que „les Serviens, dans la position où ils sont placés, ont besoin d'une protection étrangère. S'ils n'obtiennent pas celle de la France, il est probable qu'ils s'attacheront davantage à la Russie, et leur député prévoit que l'influence qu'elle acquerrait aujourd'hui chez eux pourrait un jour décider du sort de leur pays. Il deviendrait ce que sont devenues la Moldavie et la Valachie, où la Russie n'avait d'abord qu'une simple influence, et où elle a établi par degrés sa domination directe“.³⁵

Comme il ne recevait pas de réponse directe de Paris à propos de la protection militaire et diplomatique, Karageorges, avec l'aide des nouvelles forces russes qui étaient entrées en Serbie, a récupéré les territoires perdus et remporté de nouvelles victoires. Malgré tout, dans un compte rendu de sa mission en Serbie, le baron de Mériage soulignait le fait suivant: „Czerni Georges n'aime point les Russes et désirerait la protection de la France; il a aussi fort recherché celle de la Cour d'Autriche.“³⁶

³³ Petar I. Popović. *Francusko-srpski odnosi za vreme prvog ustanka. Napoleon i Karadjordje (Les relations franco-serbes pendant la première insurrection. Napoléon et Karageorges)*, pp. 190-199.

³⁴ Dépêche de Saint-Petersbourg à Vienne, le 24 septembre 1810, M. Gavrilović. *Ispisi (Ecrits)*, doc. N° 522.

³⁵ Archives Nationales, AFIV 1689, N° 89 et 90. M. de Champigny à l'Empereur, le 27 juillet 1810; Cf. Auguste Boppe, *op. cit.*, doc. N° XXXIX.

³⁶ „Rapport général sur les missions remplies par M. le baron de Mériage, commandant-adjoint“, Paris, le 14 juillet 1811, cité dans M. Gavrilović, *Ecrits*, doc. N° 592.

La survie de la Serbie dépendait de plus en plus de l'issue des opérations russes contre les Turcs sur le Danube. La présence russe en Serbie a été établie, au début de 1811, par l'entrée d'un régiment russe dans la garnison de Belgrade et dans celles d'autres villes. Dans cette question serbe, la Russie a progressivement évincé l'Autriche de la péninsule des Balkans et est devenue le principal facteur de solution de la question d'Orient. Napoléon a considéré l'entrée des troupes russes dans la capitale serbe comme dangereuse, car la création d'un Etat serbe fort sous influence russe ferait vaciller l'Administration française en Dalmatie et encouragerait les prétentions et les espoirs d'au moins vingt millions de chrétiens orthodoxes dans les Balkans, qui, en raison de leur religion, s'adresseraient exclusivement à la Russie pour obtenir de l'aide. Pour cette raison, il estimait ne pas pouvoir tolérer le maintien de l'influence russe en Serbie, et devoir empêcher le raffermissement d'une autorité orthodoxe sur ce territoire. Il fallait donc que la Serbie revint sous autorité de la Porte, avec l'aide de l'Autriche.³⁷

Devant la menace d'une campagne militaire française, à la fin de 1811, la Russie a entamé des négociations avec la Turquie, et, en 1812, elle a signé à Bucarest un traité de paix sur le fondement du statu quo *ante bellum*, dans lequel la Serbie était mentionnée pour la première fois. L'article VIII prévoyait une amnistie pour les insurgés, le retour des garnisons turques dans les villes serbes et l'octroi de l'autonomie, mais pas de l'indépendance à la Serbie. Les chefs des insurgés ont été mécontents des stipulations du traité. L'envoyé russe s'est efforcé de les convaincre de les accepter et d'avoir confiance dans l'appui du tsar de Russie. La délégation de négociateurs s'est vite rendu compte que la Porte n'avait pas l'intention de respecter les stipulations du traité de Bucarest. Insatisfaits, les Serbes ont décidé de continuer le combat tout seuls. Le Prince de Metternich a fait savoir à la Porte qu'il convenait d'anéantir l'insurrection serbe, car elle menaçait de se propager au-delà des frontières de l'Empire ottoman. Trois armées turques sont parties, en été 1813, de Bosnie, de Serbie du sud et de Bulgarie, en direction de la Serbie. Le représentant de Karageorges à Paris a de nouveau, sans grand espoir ni succès, demandé, au nom du chef suprême, le soutien et la protection de la France.

Dans une note française portant sur la situation en Serbie en septembre 1813, un résumé est donné, avec l'opinion qu'il serait utile pour la

³⁷ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. XXI, doc. N° 17518. Cf. Petar I. Popović, *op. cit.*, pp. 162-163.

France de jouer les médiateurs dans le conflit serbo-turc: „Ils sollicitent l'intervention ou plutôt l'appui d'une puissance étrangère intéressée à secourir leurs efforts. La Russie par son voisinage, ses prétentions sur Constantinople, l'analogie des mœurs, de la religion, et même du langage de ses habitants a du des longtemps être considérée par les Serviens comme leur protectrice naturelle; mais on sait que, après avoir pendant tout le cours de la précédente guerre favorisé leur rébellion, elle les a totalement abandonnés lors de la conclusion du dernier traité de Jassi: et la fuite de l'agent Rodofinikin que cette puissance entretenait à Belgrade, avant l'époque dont il s'agit, a suffisamment démontré aux chefs, au peuple, et même au clergé servien combien les promesses des Russes étaient fallacieuses et illusoire. Il n'est donc pas extraordinaire que ce peuple essentiellement brave tourne aujourd'hui ses regards vers l'empereur des Français et implore sa haute protection. [...] Il est certain que les affaires d'une province située au centre de l'Europe, pour ainsi dire sur les confins des possessions belligérantes, peuplée de près d'un million d'hommes, belliqueux et incapables des astuces grecques, il est certain, disons-nous que ces affaires ne sauraient être indifférentes. Leur accorder tout ce qu'ils demandent, et leur prêter des secours soit en munitions de guerre, soit en argent, serait sans doute favoriser chez eux des idées d'indépendance et des projets de révolte qui ne pourraient qu'être funestes à leur tranquillité future comme à celle de leurs voisins, mais en considération de ce que cette province est peu éloignée des possessions de S.M. en Illyrie, si l'ambassadeur de France à Constantinople recevait l'ordre d'intervenir auprès du gouvernement Turc pour procurer aux Serviens un arrangement fondé sur les conditions raisonnables, une telle démarche loin être désagréable à la Porte, serait probablement de nature à lui convenir, en ce qu'elle lui présenterait l'occasion de terminer d'une manière honorable des différends avec la Serbie, et cette démarche aurait d'un autre côté l'avantage d'attacher de plus en plus les peuples de cette contrée, ainsi que les Esclavons [habitants de Slavonie], les Monténégrins et les Illyriens en général aux intérêts de l'Empereur.“³⁸

Après la grande défaite que leur ont infligée les troupes turques plusieurs fois plus nombreuses, les chefs de l'insurrection, accompagnés par près de 110 000 civils et combattants, se sont enfuis en Autriche. En octobre 1813, les Turcs ont réoccupé la Serbie, tandis que Karageorges et la plupart des chefs rebelles, après un court séjour sur le territoire autrichien, trouvaient refuge en Russie. Le „Moniteur Universel“ a annoncé que: „Les

³⁸ „Note sur l'état actuel des affaires de la Serbie“, Paris, le 15 sept. 1813, M. Jaubert au Ministre, dans: Auguste Boppe, *op. cit.*, doc. N° LXXIV, pp. 120-121.

nouvelles qui arrivent de la Serbie font un tableau bien triste de cette malheureuse province. La plupart des villages serbiens sont désertés, les villes sont ravagées, les habitants s'enfuient dans les montagnes et dans les bois, emportant tout ce qu'ils peuvent, ils maudissent les Russes, qu'ils regardent comme l'unique cause de leur infortune, et en effet ce sont eux qui ont poussé les Serbiens à la révolte, qui leur ont promis des secours, et qui les ont abandonnés."³⁹

Napoléon et Karageorge

Malgré l'impossibilité d'une coopération politique, Napoléon et Karageorges étaient liés par plusieurs questions politiques. Tout comme Napoléon, Karageorges était le représentant d'un nouveau type d'hommes d'Etat et de dirigeants nationaux qui puisaient la force de leur pouvoir dans les idées de souveraineté nationale et d'égalité de droits, dans la grandeur réelle ou potentielle de leur peuple dont l'affirmation servait de fondement à leur légitimité. Tous deux étaient d'origine modeste et d'une incontestable habileté militaire, des fils du peuple qui comprenaient celui-ci et savaient le dominer. Aussi, aux yeux de Karageorges, ni le tsar de Russie, souverain de droit divin qu'il admirait et dont il mentionnait avec fierté, au bas de nombreuses lettres, la décoration qu'il lui avait décernée - ni le monarque habsbourgeois, formellement à la tête du Saint-Empire Germanique, dont l'autorité reposait sur une légitimité historique bâtie au fil des siècles, ne constituaient des modèles politiques. Pour Karageorges, Napoléon était l'exemple du souverain qui devait sa situation à sa gloire militaire et à la confiance de son peuple. A l'instar de Napoléon, Karageorges, bien que constamment remis en cause du point de vue politique par l'oligarchie des notables locaux, était le défenseur du principe militaro-monarchique. Karageorges considérait que, vu la force de l'Etat et du peuple français, Napoléon méritait bien son autorité impériale, d'autant qu'elle avait été acquise dans un tourbillon politique et renforcée sur les champs de batailles. Karageorges se voyait dans le rôle plus modeste de „guide suprême du peuple serbe”, concevant sa légitimité de la même manière que Napoléon. Au bas des lettres rédigées en allemand, Karageorges apposait sa signature en tant que *Oberster servischer Anführer* ou encore *Oberbefehlshaber der servischer Nation*. Dans les sources françaises, il est désigné comme «Général» seule-

³⁹ “Le Moniteur Universel”, 18 décembre 1813. Dragoslav Janković, *Francuska štampa (La presse française)*, N° 707, p. 393.

ment trois fois, alors qu'il signait les lettres destinées aux officiels français sous le titre de "Chef suprême" ou bien de "Commandant en chef de la nation serbienne".⁴⁰

Les tentatives de Karageorges pour fragmenter les centres régionaux de pouvoir participaient de la même tendance à l'homogénéisation au plan national que celle introduite par Napoléon dans la société française. La détermination de Napoléon d'effectuer, au nom des droits nationaux et de la puissance politique de son peuple, d'importants changements politiques en Europe, est similaire aux efforts déployés par Karageorges en vue de réaliser dans les Balkans de considérables transformations politiques et sociales et d'éloigner les frontières des Empires existants.

En menant de front un combat contre les Turcs et une lutte pour le raffermissement de son propre pouvoir absolu, Karageorges n'est pas entré en conflit direct avec le peuple, mais seulement avec les chefs. C'est pour cela que le peuple a gardé de lui le souvenir d'un chef populaire qui, bien que de temps en temps outrecuidant, emporté et injuste, avait été contraint par la guerre d'agir avec dureté et détermination. Chez Karageorges, la tendance au pouvoir absolu n'était pas motivée uniquement par l'ambition personnelle et des capacités militaires supérieures, mais aussi par un sentiment aigu des défis de la future époque du nationalisme, ceux de l'unification nationale. Des 1805, selon les documents français, des chansons populaires célébraient Karageorges ("le héros libérateur") même en Dalmatie, où le concept de liberté s'attachait à son nom. C'est pourquoi, sauf en de rares circonstances pragmatiques, Karageorges n'appelait pas à la renaissance de l'Empire serbe, disparu au Moyen Âge, dans ses frontières qui s'étendaient au sud jusqu'au Péloponnèse, mais insistait sur le critère national, selon lequel la Hongrie du Sud et une partie des Confins militaires (*Vojna Krajina*) faisaient partie du territoire serbe au même titre que la Serbie, la Bosnie et le Monténégro.

Une lettre, adressée le 16 avril 1806 au métropolite du Monténégro, appelait à une lutte commune pour l'unification de la Serbie, de la Bosnie et du Monténégro: „Qu'une aide militaire nous parvienne au plus tôt, qu'ainsi vous attaquiez par derrière en Bosnie, que nous soulevions tous ceux qui font le signe de croix, que la Bosnie et l'Herzégovine se révoltent pour la

⁴⁰ Radoš Ljušić, *Karadjordje (Karageorges)*, vol. II, pp. 282-287.

⁴¹ Radoslav Perović, *Prvi srpski ustanak. Akta i pisma na srpskom jeziku (La première insurrection serbe. Actes et lettres en langue serbe)* vol. I, 1804-1808, Belgrade, pp. 175-177.

libération de tous les Serbes, pour que nous vainquions les infidèles et puis- sions vivre tous ensemble ainsi que Dieu nous le commande, qui nous a versé dans les veines un même sang et nous a bénis, de sorte que nous devons vivre en frères, former un seul corps, un coeur et une âme ainsi que des citoyens aimables.⁴¹ Les chefs de villages serbes qui, en 1807, s'étaient révoltés en Hongrie du sud (Voïvodine d'aujourd'hui) contre les seigneurs féodaux, attendaient de Karageorges, outre l'établissement de l'unité des Serbes, la libération des impôts féodaux exigés par les *sipahis* hongrois. Le nom de Karageorges est ainsi devenu doublement important, à la fois comme porteur du concept de liberté nationale et en tant que symbole d'égalité sociale.

Les Institutions étatiques: entre république oligarchique et monarchie militaire

Durant la période allant de 1804 à 1813, année où l'insurrection s'est achevée sans gloire par une défaite militaire et la réoccupation, la Serbie, malgré une situation de guerre permanente, a posé de solides fondations pour des institutions dignes d'un Etat moderne. La première source juridique des lois de la Serbie insurgée a été le "Nomokanon" (*Krmčija*) médiéval de Saint Sava, un recueil d'écrits juridiques byzantins retouchés et présentés dans leur traduction serbe du XIII^e siècle, que l'archiprêtre Mateja Nenadović, le premier président du *Sovjet*, a abondamment utilisés. En même temps, on a progressivement introduit dans la législation le droit coutumier de la communauté patriarcale. Avec l'arrivée de Hongrie des Serbes instruits, on a senti de plus en plus l'influence autrichienne et, dans une certaine mesure, de la législation révolutionnaire française.⁴²

La principale condition préalable à l'instauration d'un nouveau pouvoir était l'abolition des relations féodales dès le tout début de l'insurrection, et surtout, après mai 1805, quand cette abolition a été officiellement réclamée au sultan, les paysans sont devenus, *de facto*, propriétaires de la terre qu'ils cultivaient. Ils en disposaient librement, ensemble avec les parcelles libres obtenues pendant la guerre. Les rentes féodales versées aux *sipâhîs*, quelque peu réduites, ont été transformées en impôt d'Etat. Le *haraç* destiné au sultan n'a été payé que les deux premières années de l'insurrection : puis, en tant qu'impôt spécial, il a été versé dans les caisses du pouvoir local.

⁴² Mladen J. Žujović, *Le pouvoir Constituant dans les Constitutions serbes*, Paris, E. Sagot & Cie 1928, pp. 14-15.

Le système d'administration étatique s'est construit parallèlement aux succès remportés par les insurgés et à la croissance de leurs ambitions politiques. Bien que la séparation des pouvoirs en branches judiciaire, exécutive et législative n'ait pas pu être strictement définie, trois centres de pouvoir, qui reflétaient plus ou moins cette séparation en trois degrés, se sont profilés. Au sommet de la pyramide du pouvoir se trouvait le Chef suprême, porteur de la plus haute autorité dans le pays. Le *Sovjet* de Gouvernement avait, en tant qu'organe exécutif, dans un certain sens, une fonction de „gouvernement national“, tandis que, par ses compétences judiciaires (les membres de la Cour suprême faisaient partie intégrante du *Sovjet*) il agissait comme une sorte de Conseil d'Etat. Les sources françaises qualifiaient régulièrement le *Sovjet* de „Sénat“. Ce *Sovjet* exprimait les aspirations des puissants commandants militaires et des riches notables régionaux, c'est-à-dire de l'oligarchie locale qui contestait les tendances monarchiques de Karageorges.

L'Assemblée populaire, avec des fonctions essentiellement législatives, regroupait plusieurs centaines de représentants éminents du peuple : en majorité des commandants militaires et des notables de différents rangs, et, bien moins nombreux, des dignitaires religieux et des négociants en vue, ainsi que des juges et des chefs de villages. Ils représentaient le peuple de leurs districts. L'entremêlement des compétences de ces trois centres de pouvoir était compréhensible en égard au faible développement de la structure du pouvoir et aux conceptions simplistes de leur mandat. L'importance de ces institutions variait selon les rapports de forces dans la société. L'on considère qu'après 1811 „entre la loi et les ordres toute divergence est effacée“, car à cette époque le travail législatif est passé entre les mains du pouvoir exécutif. Le pouvoir judiciaire et policier était également caractérisé par „une large utilisation du droit coutumier“.

Karageorges a été nommé chef suprême (*vrhovni vožd*) de l'insurrection en 1804, par plébiscite, mais à cette occasion ses compétences n'ont pas été clairement définies, pas plus que ses relations envers les autres organes du pouvoir : l'Assemblée, en tant qu'institution traditionnelle, et les notables régionaux qui étaient considérés comme les représentants légitimes du peuple dans leurs circonscriptions. Dès sa nomination, Karageorges a affermi son pouvoir par son autorité personnelle, ses capacités militaires et ses succès à la guerre. Ce faisant, Karageorges essayait de s'imposer comme l'incontestable chef de l'Etat qui unirait commandement militaire et autorité civile. Dans ses efforts en vue d'établir un pouvoir ab-

solu dans le pays, Karageorges a dû faire face à la jalousie et à la rivalité des commandants régionaux qui ne le reconnaissaient que comme commandant en chef des troupes, et souvent à contrecœur. Cependant, Karageorges ne cessait de consolider son pouvoir. Malgré de fortes résistances, il a été reconnu en 1804 comme chef suprême, pour être nommé, en 1808, souverain héréditaire, et confirme en 1811 dans cette double dignité à la fois par les autorités civiles et militaires.

Les attributions du *Vožd* étaient les suivantes: en premier lieu, le commandement militaire, dans l'exercice duquel, le plus souvent en accord avec les autres notables ainsi qu'avec les chefs militaires, il décidait des opérations de guerre. Ensuite, de concert avec le *Sovjet* et l'Assemblée, Karageorges déterminait la politique étrangère et, en tant que chef de l'Etat, il entretenait une correspondance avec l'étranger. Dans le domaine de l'administration, le *Vožd* nommait les *knez* (chefs locaux), ainsi que différents fonctionnaires de l'Etat, délivrait les passeports, dispensait de corvée, assemblait les recrues, etc.

La création du *Praviteljstvujušči Sovjet* a résulté d'une initiative de la diplomatie russe. Le Prince Adam Czartoryski, ministre des Affaires étrangères, a suggéré en 1804 à la première délégation serbe à Saint-Petersbourg de créer un organe collectif de pouvoir „car ni la Russie ni aucun autre Etat ne voudra correspondre avec un seul homme, mais avec un peuple et un Synode“. Pour fonder un Synode on a du attendre encore un peu car les opérations militaires avaient la priorité. Après la victoire serbe remportée sur l'armée du sultan à Ivankovac en 1805, une assemblée d'environ mille hommes a été convoquée au monastère de Bogovadja, à l'initiative de quelques chefs et à l'insu de Karageorges. Les raisons de sa tenue étaient doubles : les notables souhaitaient une limitation du pouvoir du *Vožd* (qu'il fallait réduire au seul commandement militaire); d'un autre côté, par la création d'un synode, organe du pouvoir central de l'Etat, il fallait établir l'ordre et une certaine réglementation dans le pays.

En juin 1805, la presse, d'abord en Autriche puis en France, a annoncé la prochaine adoption d'une Constitution provisoire en Serbie: „une Constitution provisoire dont voici un aperçu: la province de Serbie est divisée en douze sections nahis, à chacune desquelles est établi un préposé. Les douze préposés et le général en chef [Karageorges] régleront et décideront entre eux tout ce qui concerne le gouvernement du pays“. ⁴³ Ces

⁴³ Dragoslav Janković, *Francuska štampa o Prvom srpskom ustanku (La première insurrection dans la presse française)*, p. 108.

informations ont été fournies, par l'intermédiaire de leurs amis en Autriche (le métropolitain de Sremski Karlovci, Stevan Stratimirović), par les notables de Serbie qui se préparaient à effectuer ce pas important, qui n'avait pas l'aval de Karageorges. Le chef suprême n'a pas répondu à l'appel mais a convoqué une autre assemblée dans le village de Borak le 15 août 1805. Cette assemblée a décidé de la création du *Sovjet*, avec finalement l'accord de Karageorges qui, pour bien montrer son autorité, en a personnellement désigné le siège (le monastère de Voljavča).

En novembre 1805, le *Sovjet* a été transféré à Smederevo, „la ville de nos tsars et de nos despotes“. Le choix de Smederevo, capitale médiévale du despotat, marquait symboliquement la renaissance de l'Etat national. Le *Sovjet*, qui siégeait sous un grand portrait du tsar Etienne Dušan (1331-1355), a nommé à sa présidence l'archiprêtre Mateja Nenadović, le représentant d'une famille qui avait donné les *voïvodes* les plus influents lors de la première phase de l'insurrection, et comme secrétaire un homme qui a également rédigé le projet de règlement du *Sovjet*, Božidar Jugović, un Serbe de Hongrie, docteur en droit de l'université de Pest et professeur de droit constitutionnel à l'université de Kharkov.

Jusqu'en 1811, le *Sovjet* a revêtu essentiellement un caractère de représentation : ses membres étaient les représentants de leurs districts (*nahyas*), au nombre de 12, mais lorsque 6 nouveaux districts ont été libérés, ils n'ont pas pu envoyer de délégués au *Sovjet*. Dans sa composition première, le *Sovjet* ne comprenait que les chefs rassemblés par l'archiprêtre Mateja, puis il s'est élargi à des membres choisis par les assemblées de districts qui, après les élections, leur remettaient un mandat. Contemporain et témoin, Vuk St. Karadžić affirmait qu'«étaient choisis pour faire partie du *Sovjet* „des gens honnêtes, intelligents, calmes et murs, qui connaissent le peuple et ses affaires“. Tous les membres du *Sovjet* à l'exception d'un citadin, étaient des paysans, en majorité de riches marchands de bestiaux. Les grands *voïvodes*, les chefs militaires en vue (en même temps notables régionaux) n'entraient pas au *Sovjet*, mais assuraient l'élection de leurs candidats par les assemblées régionales.⁴⁴ Outre les représentants des districts, des gens instruits qui ne représentaient aucune région mais jouissaient d'un grand prestige dans le peuple (Dositelj Obradović, Petar Ičko, Petar Novaković

⁴⁴ Dragoslav Janković, „Gouvernés et gouvernants en Serbie de 1804-1918“, discours de la Société Jean Bodin, t. XXVII: *Gouvernés et Gouvernants*, Bruxelles 1966, pp.101-106. Cf. aussi Dragoslav Janković, *Praviteljstvujušči sovjet* (Le Conseil de gouvernement), *Istorijski glasnik*, vol. 1-2, Belgrade 1954.

Čardaklija) composaient le *Sovjet*. Celui-ci s'efforçait sans cesse de limiter le pouvoir de Karageorges. La presse française notait que „Il s'était formé à Semendria [Smederevo] un synode, présidé par l'évêque de Serbie et composé d'un protopope et de plusieurs grands propriétaires de la province. Cette assemblée s'annonçait comme représentant la nation serbienne, et voulait, en conséquence, exercer autorité et donner des ordres en matière civile et militaire”.⁴⁵ Avec le temps, le choix des membres du *Sovjet* s'est de plus en plus réduit aux hommes fidèles à Karageorges et, à partir de 1811, les membres de cette institution n'ont plus été élus, mais nommés par décret par Karageorges. Par la réforme constitutionnelle de 1811, Karageorges est également devenu le président du *Sovjet*.

Les compétences de cet organe, qui, pour toute décision importante, devait obtenir l'accord de Karageorges en personne, étaient larges et variées : elles allaient du domaine judiciaire et financier jusqu'au terrain administratif et militaire. Durant la première année de son travail, le *Sovjet* a surtout exercé une activité judiciaire, à la fois en tant que tribunal de première instance et cour suprême. Ce n'est qu'après 1805 que l'on a commencé à organiser un réseau judiciaire sur le territoire libéré. Les instructions concernant cette organisation judiciaire et la procédure à appliquer ont été envoyées en deux fois, d'abord en 1805, puis en 1807. L'on a également mis sur pied un appareil policier qui a été mis sous le contrôle direct du *Sovjet*. Outre l'organisation du réseau judiciaire et policier, l'approvisionnement de l'armée, les prévisions budgétaires et la collecte des ressources publiques, le *Sovjet* effectuait des travaux d'organisation dans le domaine ecclésiastique et éducatif, rendant des ordonnances qui, avec le temps, sont devenues l'embryon du code de lois du pays. Le code pénal de Karageorges, comprenant 38 articles, est entré en vigueur vers 1810. Le *Sovjet* s'occupait souvent de tâches qui relevaient de la compétence de différents ministères - depuis la défense, les affaires étrangères et le commerce jusqu'aux finances et aux affaires intérieures. A partir de 1807, sous l'influence de Dositej Obradović, le *Sovjet* s'est également consacré à l'instruction publique, décidant de l'ouverture d'école dans les villes et les villages d'une certaine importance, puis autorisant la création d'une Grande Ecole [Université] à Belgrade. Le *Sovjet* prenait également des décisions qui impliquaient une initiative législative, des fonctions gouvernementales et autorité d'une cour suprême. Alors que Karageorges s'efforçait de le

⁴⁵ “Le Journal de l'Empire”, 11 octobre 1806.

réduire à un rôle de *chancellerie* personnel, de secrétariat du souverain, le *Sovjet* aspirait vainement à devenir l'organe suprême du pouvoir dirigé par les *voïvodes*.

Cette institution traditionnelle - l'Assemblée populaire - était un corps particulier qui se réunissait selon les besoins pour prendre des décisions importantes pour la collectivité serbe. Son rayon d'action n'était pas défini avec précision. Bien que n'étant pas un organe législatif classique, l'Assemblée décidait à la majorité des voix des plus importantes questions en matière de politique étrangère et intérieure. Ce sont les questions de politique extérieure qui dominaient: la conclusion d'alliances militaires ou politiques, le choix des membres des délégations qui devaient partir pour Vienne, Saint-Petersbourg ou Constantinople. Outre les décisions de politique étrangère, l'Assemblée exerçait également des compétences en matière financière: les notables remettaient aux caisses de l'Etat pendant les séances le reliquat de fonds collectés pour l'impôt, puis on établissait et adoptait la liste des dépenses pour l'armée, la guerre, le matériel, la nourriture et les hôpitaux. En même temps, l'Assemblée avait pour fonction de rendre des jugements dans les litiges politiques et judiciaires importants, moins souvent dans les affaires pénales, et seulement de temps en temps dans les actions civiles.

L'Assemblée populaire se réunissait sporadiquement au début de l'insurrection, mais, à partir de 1808, elle s'est réunie régulièrement, le premier janvier de chaque année. Pendant les dix années d'existence de l'autorité insurrectionnelle, l'Assemblée a été convoquée en tout 17 fois. Elle fonctionnait comme une assemblée de notables: une réunion de commandants militaires, de chefs régionaux, de dignitaires religieux et de négociants en vue. Elle avait un caractère représentatif car elle comprenait des représentants de toutes les couches de la population et de tous les districts. Cette institution impliquait, de par sa composition même, une égalité de droits de tous les Serbes, et confirmait de facto que les paysans qui travaillaient la terre en étaient propriétaires. Des coutumes turques, il n'était resté que la corvée, justifiée par les nécessités de la guerre. Dès 1807, on a commencé à appliquer les décisions du *Sovjet* concernant la mise en vente aux enchères de tous les biens immobiliers des anciens *sipahis* turcs, exception faite des domaines rattachés aux monastères.

L'Assemblée était toujours convoquée à la demande de Karageorges qui en fixait l'ordre du jour, présidait les séances et, avec les notables, prenait les décisions qui devenaient alors obligatoires pour tous. Dans les convoca-

tions à l'Assemblée, Karageorges désignait habituellement celle-ci comme la réunion de tous les chefs ou bien comme „le rassemblement général de tous les chefs de notre Etat“. Outre les *voïvodes*, les *knez* locaux et les représentants de l'Eglise, prenaient part aux réunions de l'Assemblée les chefs du peuple qui devaient être élus juges, et certains riches négociants d'Autriche qui approvisionnaient les insurgés en armes et en munitions étaient amenés à donner leur avis (session de l'Assemblée à Ostružnica en avril 1804), ainsi que les membres du *Sovjet* (par exemple lors de la réunion de l'Assemblée à Smederevo en 1805), mais l'Assemblée a eu sa composition la plus large en 1812 lorsqu'on a convoqué au monastère de Vračevšnica „tous les *voïvodes* avec leurs capitaines territoriaux et leurs sergents, tous les magistrats présidents, toute la Haute Cour populaire“. Selon leur rang et leur importance dans l'Etat insurgé, les notables étaient accompagnés d'un certain nombre (parfois plusieurs centaines) d'hommes armés et portant des tenus d'apparat, venant de leur district. La présence d'un grand nombre de partisans de certaines notables rendait parfois impossible, en raison des pressions exercées et des menaces proférées, une prise de décision libre par l'Assemblée. Lors de la réunion de 1810, Jakov Nenadović, le plus grand notable de la Serbie de l'Ouest, disposait d'une suite armée de plus de 600 hommes. Avec son aide il a réussi à s'imposer au poste de président du *Sovjet*, à la place du *hospodar* Mladen Milovanović, candidat qui jouissait de la confiance de Karageorges. Pour cette raison, celui-ci a strictement limité, à partir de 1810, le nombre d'accompagnateurs des participants officiels aux séances de l'Assemblée.

La couche des notables qui composaient l'Assemblée se divisait selon les mérites, la richesse et l'influence, en *hospodars*, grands *voïvodes* et *voïvodes*. D'après le Protocole du chancellerie de Karageorges (1812-1813), l'on comptait au total en Serbie 32 *hospodars*. La moitié d'entre eux portaient le titre de *voïvode*, cinq étaient députés (dont un en même temps *voïvode*), quatre autres étaient juges à la Haute Cour populaire, deux étaient de hauts dignitaires ecclésiastiques (dont un portait également le titre de *voïvode*), un était ministre (avec trois autres qui possédaient le titre de *voïvode*), un marchand et „le premier secrétaire du chef suprême serbe“, Janićije D. Djurić.⁴⁶

⁴⁶ Mile Nedeljković - Milan Stanković: *Delovodni protokol Karadjordja Petrovića* (Le protocole de Karageorges Petrović), Kragujevac-Topola 1988, pp. 192-196, avec la liste des *voïvodes* (Première édition: Belgrade 1848).

Le nombre de *voïvodes* a varié, selon les notes prises par les témoins, de soixante-cinq à soixante-quinze puis cent dix, alors que selon le Protocole (1812-1813) il s'élevait à quatre-vingt-cinq. C'est en 1811 que l'on a nommé le plus de *voïvodes*, afin d'empêcher, par ce morcellement, que se développe le particularisme régional à l'instigation des grands *voïvodes*. Alors, d'après le témoignage de Vuk Karadžić, on a désigné dans trois districts plus de dix *voïvodes* - de petits commandants que les vieux *voïvodes* regardaient de haut et avec mépris. Le nombre total de *voïvodes*, y compris ceux nommés après 1811, avoisinait 150. La majorité, à l'exception d'une vingtaine de chefs locaux d'avant l'insurrection, était, selon les dires de leurs contemporains, „des gens ordinaires issus du peuple, des mêmes villages et chaumières“.⁴⁷

Les deux dernières réunions de l'Assemblée, en 1812 et en 1813, ont été consacrées aux principales questions de politique étrangère. Lors de l'Assemblée qui s'est tenue dans le monastère de Vračevšnica en 1812, on a exposé aux représentants du peuple les stipulations du traité de Bucarest qui concernaient le statut de la Serbie, et, au cours de la dernière session de l'Assemblée, tenue en janvier 1813 à Kragujevac, il a été décidé de repousser les conditions posées par la Turquie à la conclusion de la paix, et de poursuivre la guerre.

En entrant en conflit, en 1807-1808, avec les fraction pro-russe et pro-autrichienne du *Sovjet*, Karageorges a renforcé sa position, en fondant en même temps de nouvelles institutions étatiques. Proclamé guide suprême héréditaire de la Serbie aux réunions de Topola et de Belgrade, Karageorges a édicté un *Acte constitutionnel* dans lequel il s'engageait vaguement à gouverner le pays en accord avec l'Assemblée et le *Sovjet*. Cet Acte a posé les fondations d'un pouvoir monarchique, mais, en même temps, il a instauré les bases d'un système représentatif. Les organes de ce système étaient l'Assemblée et le *Sovjet* qui formait une sorte de „gouvernement national“. Cet acte supprimait aussi l'autogestion des *knez* établie dès 1793, pratiquement consacrée en 1804, au début de l'insurrection. Les journaux français écrivaient alors : „Il a continué de se rassembler à Belgrade un grand nombre de Serviens auprès de Czerni Georges (...) qui, d'après une très grande majorité de voix, a été mis, par le sénat servien, dans une position beaucoup plus avantageuse pour l'exécution de ses plans relatifs au royaume de Servie“.⁴⁸

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ “La Gazette de France”, 7 janvier 1810; Dragoslav Janković, *Francuska štampa (La presse française)*, p. 303.

La nouvelle organisation constitutionnelle, qui a donné de grands pouvoirs à Karageorges, a été mise en oeuvre en 1811. Dans son Discours prononcé devant l'Assemblée réunie à Belgrade, Karageorges a accusé les notables capricieux de ne pas avoir respecté le serment d'allégeance qu'ils avaient prêté au *Vožd* en 1808, le *Sovjet* de ne pas s'être acquitté de ses taches et les chefs de ne pas avoir tenu compte, à cause de leurs rivalités mutuelles, des décisions du *Sovjet* et du *Vožd* lui-même.⁴⁹ C'est pour cette raison que les décisions de l'Assemblée ont fortement raffermi le pouvoir de Karageorges. Un jour avant l'adoption de la loi constitutionnelle, les membres du *Sovjet* et les chefs militaires prêtaient serment de fidélité à Karageorges, „à sa descendance légitime et à la Patrie“.⁵⁰ Le *Sovjet* était divisé en six ministères: justice, affaires intérieures, affaires étrangères, finances, armée et instruction publique. Les décisions de l'Assemblée prévoyaient que chaque ministère serait responsable de son travail. Tous les ministres étaient de rang égal et avaient obligation de coordonner leurs activités, mais toujours sous le contrôle de Karageorges lui-même.

L'organisation militaire, fondée sur la division en *srez* (arrondissements) d'administration militaire, a été définitivement instaurée par les réformes de 1811. Karageorges a supprimé l'appellation „grand *voivode*“ et a nommé toute une série de „petits“ *voivodes*, ce qui lui a permis d'écartier la menace des prétentions oligarchiques des plus éminents chefs de l'insurrection. Par l'introduction d'une administration militaire centralisée, la Serbie a commencé à se doter des contours d'un Etat moderne. De cette façon, Karageorges a éliminé le pluralisme des petits centres de pouvoir qui revêtaient une grande importance dans l'organisation des opérations militaires et de la résistance aux Turcs.⁵¹

L'influence française sur les idées politiques et la législation des insurgés (1804-1813)

Le premier projet d'organisation constitutionnelle de la Serbie a été réalisé, pour l'archiprêtre Mateja Nenadović, par Boža Grujović (qui a „ser-

⁴⁹ Le texte de son discours dans: Stojan Novaković, *Ustavno pitanje i zakoni Karadjordjeva vremena. Studija o postanju i razviću vrhovne i središnje vlasti u Srbiji 1805-1811 (La question constitutionnelle et les lois de l'époque de Karageorges. Etudes de la genèse et du développement des pouvoirs suprême et intermédiaire en Serbie 1805-1811)*, Belgrade, Zadužbina I. Kolarca 1907, pp. 88-89.

⁵⁰ M. J. Žujović, *op.cit.*, p.36.

⁵¹ Emile Haumont, „L'armée de Karageorges“, *Yougoslavie*, Paris 1927, pp. 279-305.

bisé" son véritable nom, Teodor Filipović), un Serbe de Hongrie du sud. Ce „Discours“, inspiré par les idées des Lumières et les principes de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, contenait des dispositions claires à propos de l'autorité de la loi et de l'égalité des citoyens devant la loi.

„La loi est la volonté du *vilayet*, qui régit le *vilayet* entier dans tous les domaines, ordonnant le bien et empêchant le mal. [...] Même les hospodars, les chefs, le *Sovjet*, le clergé et l'armée, ainsi que tout le peuple, doivent se soumettre à la loi, et ce à une seule et même loi [...] Nous devons édifier et bien renforcer en Serbie [...] la raison et la justice [...] et cette loi sage et juste doit devenir notre premier maître et guide [...]. Elle nous défendra et nous permettra de conserver notre liberté et notre volonté. [...] Là où la Constitution est bonne, c'est-à-dire là où l'organisation des lois est bonne, et où l'administration sous l'autorité de la loi est bonne, là se trouve la liberté. [...] Le premier devoir du chef est de faire en sorte que dans le *vilayet* chacun jouisse de la sécurité pour soi, sa vie, ses enfants et sa femme, sa demeure, ses biens et son honneur. [...] Le deuxième devoir du chef est de libérer les asservis et de protéger la liberté du *vilayet*. Il vaut mieux ne pas vivre que de vivre dans l'esclavage. [...] C'est la liberté, la liberté, qui fait de nous des hommes.“⁵²

La solution de Grujovic relevait d'un troisième concept du système politique en Serbie, qui concevait le pouvoir comme un partage plus équitable du pouvoir politique. Les deux conceptions précédentes se situaient entre l'absolutisme monarchique et l'oligarchie régionale. Karageorges souhaitait l'instauration d'un pouvoir central fort et indivisible dans lequel les autorités inférieures de l'administration étatique seraient seulement les exécutantes de ses ordres. Au contraire, les notables régionaux concevaient le pouvoir en Serbie comme une fédération de petites régions.

Les solutions inspirées par la diplomatie russe savaient directement le pouvoir de Karageorges. D'abord, en août 1807, les „Fondements d'administration serbe“ ont été rédigés, en collaboration avec la fraction pro-russe des notables, par le représentant russe en Serbie, Konstantin Rodofinikin. D'après ce projet, le Sénat Législatif Serbe aurait obtenu les pouvoirs les plus étendus, tandis que Karageorges aurait été pratiquement privé

⁵² M. J. Žujović, *op. cit.*, pp. 17-19; Jaša M. Prodanović, *Istorija političkih stranka i struja u Srbiji (Histoire des partis et courants politiques en Serbie)*, vol. I, Belgrade, Prosveta 1947) pp. 23-25.

de toute autorité, malgré son titre de „Prince éclairé“. Toutes les ressources publiques auraient été placées sous le contrôle du Sénat, qui aurait nommé les chefs militaires et aurait eu le pouvoir de conclure des traités de paix et de déclarer la guerre. Selon le projet constitutionnel de Konstantin Rodofinikin, Karageorges aurait été „seulement une figure représentative dépourvue de tout pouvoir réel. Il était facile de se rendre compte que ce Prince sans poids politique aurait été facile à destituer, car le projet ne disait mot ni d'un trône héréditaire, ni d'une permanence au pouvoir de la famille ou de lui-même“. ⁵³ Formellement, la Serbie a pris la forme d'une monarchie constitutionnelle alors que pratiquement elle devait être organisée en république oligarchique. Cependant, cette loi constitutionnelle, qui rappelait dans une certaine mesure le statut de la principauté de Roumanie, n'est pas entrée en vigueur car elle n'a pas reçu l'accord du tsar de Russie. ⁵⁴

Le conflit avec les notables qui s'appuyaient sur la Russie a été réglé pendant l'hiver 1808, quand Karageorges a publié l'Acte Constitutionnel qui lui donnait des pouvoirs monarchiques, tandis que le Sénat était réduit à un rôle consultatif et ne conservait que ses attributions judiciaires. La loi constitutionnelle s'inspirait des pouvoirs de Napoléon en période de guerre, adaptés aux besoins et aux possibilités du milieu serbe.

Aux côtés de Boža Grujović, on trouvait engagé pour l'application des doctrines françaises le premier ministre de l'Instruction publique de Serbie, Dositej Obradović, un franc-maçon qui, en quatre années de séjour en Serbie (1808-1811), a fondé les conceptions de son développement sur la mise en oeuvre des solutions qu'incarnaient les Lumières. Bien que traditionnellement considéré comme un représentant du „josphisme“, la variante autrichienne des Lumières, Dositej, surnomme „le Voltaire serbe“, a été le premier Serbe qui ait séparé la confession de la nation, en glorifiant, dans une prise de position anticléricale conséquente, l'unité d'origine, de langue et de culture en tant que fondement de l'identité nationale. ⁵⁵ Dositej

⁵³ Stojan Novaković, *Ustavno pitanje i zakoni Karadjordjeva vremena. Studija o postanju i razviku vrhovne i središnje vlasti u Srbiji 1805-1811* (La question constitutionnelle et les lois de l'époque de Karageorges. Etudes de la genèse et du développement des pouvoirs suprême et intermédiaire en Serbie 1805-1811, p. 55.

⁵⁴ „Au point de vue politique, on aurait encore pu concevoir une chambre haute, composée de membres dont les fonctions soient héréditaires, si le peuple avait conservé des droits politiques dans la Skoupchtina, devenues corps législatif. Si le système dans cette Constitution [...] centralisait tous les pouvoirs entre les mains d'une Chambre haute“. (Mladen J. Žujović, *op. cit.* p.31).

⁵⁵ Cf. les mémoires de Dositej Obradović, *La vie et l'aventure*, Lausanne, L'Age d'Homme 1990.

défendait le principe monarchique, tout en proclamant bien fort le règne du droit, fondé sur l'égalité de tous les citoyens au sein de l'Etat. Dositej ne rejetait pas les expériences de la Révolution française qui affirmaient les principes de nation, des Lumières et de liberté. L'égalité civique, l'abolition des relations féodales et la libre propriété paysanne faisaient partie des principes que Dositej, dans ses fonctions de premier ministre de l'Instruction publique de Serbie et de professeur à la Grande Ecole (à partir de 1808), a clairement et passionnément défendus. Aussi est-il tout à fait possible que ce soit justement sous son influence et à son instigation que Karageorges ait décidé de s'adresser à Napoléon.⁵⁶

La tentative d'établissement de liens avec la France, dans le domaine politique mais aussi juridique, est illustrée par la décision du *Sovjet*, dont Dositej faisait partie, et de Karageorges lui-même, de se procurer et de faire traduire le Code Napoléon.⁵⁷ La crise de l'insurrection en 1812-1813 a empêché la traduction et l'application du Code Napoléon. Un exemplaire a été acheté à Ljubljana et ordre a été donné d'entreprendre sa traduction. Si l'insurrection n'avait pas été brisée en 1813, l'influence intellectuelle de la France aurait certainement été présente, au moins sur le plan législatif.

Une certaine influence de la législation française est aisément reconnaissable dans la Loi de Karageorges (*Karadjordjev zakonik*), qui est entrée en vigueur entre 1807 et 1810 et a été appliquée avec un zèle variable dans différents districts. La „Loi de Karageorges“ était un mélange de disposition pénales, militaires et civiles, de règles concernant les relations privées et le droit public. Outre les dispositions prévoyant un châtement sévère pour tous ceux qui „diraient du mal de l'administration et de l'Etat serbe“, cette loi organisait les relations entre le peuple et ses chefs. Le peuple n'avait pas le droit de choisir et de révoquer librement les chefs militaires, mais il pouvait élire certains organes du pouvoir: les juges, les maires des villages et les chefs de districts. Les chefs ne pouvaient être destitués que si leur culpabilité était prouvée et ce par une décision „du tribunal et de la haute autorité“. Les droits de chaque individu dans ses relations avec les chefs étaient expressément protégés: tout Serbe pouvait se plaindre de toute

⁵⁶ Cyprien Robert, „Le monde gréco-slave“, *La Revue des Deux Mondes*, vol. I, Paris 1843, p.822.

⁵⁷ „Czerni Georges et le Sénat Servien ont fait acheter ici (Ljubljana-Laybach). Ils ont demandé aussi le code criminel afin d'y puiser des lois pour leur pays.“ Auguste Boppe, *op. cit.* Laybach, le 25 avril 1810.

injustice subie, et le chef dont il aurait été prouvé qu'il avait agi injustement envers un citoyen serait condamné pour avoir agi „contre la loi du peuple“. ⁵⁸ La loi de Karageorges (ou son code, ainsi que l'appellent certains juristes) interdisait le travail forcé (la corvée) au profit des notables locaux.

Bien que la Révolution française ait semblé avoir tourné la page après l'abrogation du Consulat et le couronnement de Napoléon comme empereur, son influence sur la Serbie, indirecte mais de poids, se manifestait sur le plan des idées et par des contacts politiques directs avec l'Empire. Fondé sur une lutte contre le féodalisme et pour la souveraineté nationale, l'insurrection serbe était jusqu'à un certain point issue des mêmes principes qui avaient donné le jour à la Révolution française. L'abolition des privilèges, l'affaiblissement du pouvoir royal et l'institutionnalisation des droits de la nation constituaient les principales revendications de la Révolution française. En Serbie, la suppression des abus et l'affaiblissement du pouvoir du sultan signifiaient l'abolition du système ottoman, ce qui impliquait l'indépendance nationale. L'institutionnalisation des droits du peuple dans une Serbie agraire a été, d'après les témoignages des contemporains, très bien accueillie, car correspondant parfaitement à la mentalité égalitaire du système patriarcal. Toutefois, l'insurrection serbe est restée, pour des raisons géopolitiques, dans l'ombre profonde des guerres napoléoniennes, liée, avant tout, à l'ensemble des intérêts russes dans l'Europe du Sud-Est.

La révolution serbe, ainsi que Leopold von Ranke appelait l'insurrection lancée par Karageorges, ⁵⁹ a cependant marqué le début du processus d'émancipation nationale des peuples balkaniques, qui, opposé à l'ordre ottoman, avec l'aspiration à la création d'Etats nationaux, allait également revêtir un caractère de transformation sociale fondamentale. Le principe de nationalité, pris comme modèle universel de renaissance des Etats nationaux, est devenu la nouvelle doctrine politique qui allait déterminer de manière durable les relations des Serbes à l'égard la monarchie multi-ethnique des Habsbourg, Empire dont l'ordre reposait sur des droits féodaux et un légitimisme dynastique. Le modèle jacobin de l'Etat nation - la renaissance de l'Etat serbe sur le principe de la souveraineté de la nation -

⁵⁸ On a conservé environ 30 articles de cette loi; il manque les articles de 1 à 8 et de 11 à 13. Aleksandar Solovjev, „O Karadjordjevom zakonu“ (“Du code de Karageorges”), *Arhiv za pravne i društvene nauke (Archives des sciences juridiques et sociales)*, Belgrade, 25 mai 1932.

⁵⁹ Leopold von Ranke, *Die serbische Revolution*, Hamburg, Perthes 1829.

combiné avec la conception allemande du *Volk* en tant que communauté de langue, de traditions, de coutumes et d'histoire, en se fondant en une seule doctrine, est devenu une direction durable des aspirations serbes au cours de cent années ultérieures. Pour toutes ces raisons, l'opinion, mise en évidence à plusieurs reprises, selon laquelle la révolution serbe a été une Révolution française adaptée aux réalités balkaniques, a beaucoup de valeur.

ФРАНЦУСКА И СРБИЈА 1804-1813

Резиме

Српска револуција је од сељачке буне 1804. убрзо прерасла у револуционарни рат заснован на тежњи за државном и националном самосталношћу. Она је у свим својим фазама била прожета основним идејама проистеклим из француске револуције, да би, по укупном знажењу и сагласно локалним условима, прерасла у балканску варијанту француске револуције, с тезњом за националном слободом и социјалном једнакошћу. Српски устаници, на желу с Карађорђе, обраћали су се, у више наврата, француском императору Наполеону и његовој „великој нацији“ за политичку заштиту и војну подршку у борби с Турцима, али су покушаји сарадње на политичком плану остали ограничени геополитичком везаношћу устаничке Србије за руске интересе на Балкану. Карађорђеви изасланици у Паризу, међутим, остао је, ипак, до краја Првог српског устанка у француској престоници, у безизгледном ишчекивању могућности за француско-српску сарадњу.